

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À :****Canada Revenue Agency
Agence du revenu du Canada****Proposal to: Canada Revenue Agency**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein and/or attached hereto, the goods and/or services listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition à : l'Agence du revenu du Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, en conformité avec les conditions énoncées dans la présente, incluses par référence dans la présente et/ou incluses par référence aux annexes jointes à la présente, les biens et/ou services énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Bidder's Legal Name and Address (ensure the Bidder's complete legal name is properly set out)
Raison sociale et adresse du Soumissionnaire (s'assurer que le nom légal au complet du soumissionnaire est correctement indiqué)

Bidder MUST identify below the name and title of the individual authorized to sign on behalf of the Bidder – Le soumissionnaire doit identifier ci-bas le nom et le titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire

Name /Nom

Title/Titre

Signature

Date (yyyy-mm-dd)/(aaaa-mm-jj)
 (____)

Telephone No. – N° de téléphone
 (____)

Fax No. – N° de télécopieur

E-mail address – Adresse de courriel

REQUEST FOR PROPOSAL - RETENDER/**DEMANDE DE PROPOSITION - NOUVEL APPEL
D'OFFRES****Title – Sujet**

**RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE
CONSOUMMATEURS ET COMMERCIAUX DES
ÉTATS-UNIS ET INTERNATIONAUX**

Solicitation No. – No de l'invitation

1000366829

Date**2022-05-04****Solicitation closes – L'invitation
prend fin**

**on – le 2022-06-14
at – à 2 :00 P.M. / 14 :00 h**

Time zone – Fuseau horaire

EDT/HAE Eastern
Daylight Time/ Heure
avancée de l'Est

Contracting Authority – Autorité contractante

Name – Nom : Samuel Snow

Address – Adresse: Albert St Ottawa, ON K1A 0L5

E-mail address – Adresse de courriel: Samuel.Snow@cra-arc.gc.ca

Telephone No. – N° de téléphone

(613) 324-0047

Fax No. – N° de télécopieur

Sans objet

Destination - Destination

See herein / Voir dans ce document

Demande de proposition (DDP)

Le présent document comporte une exigence en matière de sécurité.

Titre : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS ET COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS ET INTERNATIONAUX

PARTIE 1 Renseignements généraux**1.1 Introduction**

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : fournis aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et |

Appendices :

Appendice 1 : Critères d'évaluation obligatoires

Appendice 2 : Critères de cotation numérique

Appendice 3 : Proposition financière

- | | |
|----------|--|
| Partie 7 | Modèle de contrat : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |
|----------|--|

Annexes :

Annexe A : Énoncé des travaux

Annexe B : Base de paiement

Annexe C : Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Annexe D : Certifications de confidentialité

Annexe E: Modalités relatives aux produits d'information en ligne du Canada

1.2 Sommaire

La présente demande de soumissions remplace l'ancienne demande de soumissions n° 1000352191 datée du 17 décembre 2020, avec une date de clôture au 1^{er} février 2021, à 14 h, heure normale de l'Est (HNE) :

- 1) VOLET 3 : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS DES ÉTATS-UNIS
- 2) VOLET 4 : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS
- 3) VOLET 5 : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS INTERNATIONAUX
- 4) VOLET 6 : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX INTERNATIONAUX

L'Agence du revenu du Canada a besoin d'un accès aux bases de données sur les rapports de solvabilité des États-Unis et internationaux, afin d'extraire des données de rapports de solvabilité de consommateurs et commerciaux, sur demande.

Ce service appuie les processus de recherche de l'Agence qui sont utilisés pour protéger l'assiette fiscale du Canada. On estime que de 1 400 à 1 600 recherches seront effectuées chaque année, comme suit :

- a) Environ 50 % des recherches effectuées concerneront des rapports de consommateurs des États-Unis.
- b) Environ 20 % des recherches effectuées concerneront des rapports commerciaux des États-Unis.
- c) Environ 20 % des recherches effectuées concerneront des rapports de consommateurs internationaux.
- d) Environ 10 % des recherches effectuées concerneront des rapports commerciaux internationaux.

L'exigence est divisée en quatre (4) groupes, comme suit :

- 1) GROUPE A : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS DES ÉTATS-UNIS
- 2) GROUPE B : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS
- 3) GROUPE C : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS INTERNATIONAUX
- 4) GROUPE D : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX INTERNATIONAUX

Les soumissionnaires peuvent soumettre une proposition pour un ou plusieurs groupes. L'Agence évaluera les soumissions pour chaque groupe séparément.

Le soumissionnaire dont la soumission recevable a obtenu la note la plus élevée pour chaque groupe et qui répond à toutes les exigences obligatoires sera recommandé pour l'attribution d'un contrat pour ce groupe.

L'Agence se réserve le droit d'attribuer un (1) seul contrat pour les groupes pour lesquels le soumissionnaire est retenu.

Par exemple, si le soumissionnaire 1 présente des soumissions pour chacun des groupes A, B et C, et qu'il s'agit de la soumission recevable la plus élevée pour les trois groupes, l'Agence peut alors attribuer un (1) contrat au soumissionnaire 1 pour les groupes A, B et C.

Le contrat subséquent comprendra les éléments suivants :

- une période ferme deux (2) ans et trois (3) périodes d'option d'un (1) an;
- l'option d'ajouter, de supprimer, ou de modifier des produits du contrat, au besoin, en raison d'un changement dans les exigences juridiques, politiques, ou des programmes;

- un engagement de dépenses minimal de cinq (5) % de la valeur maximale du contrat de la période initiale du contrat (toutes les taxes applicables incluses). Cet engagement minimal de dépenses peut être respecté par l'Agence au cours de toute la durée du contrat subséquent, ce qui comprend toute période d'option exercée.

1.3 Glossaires de termes

TERME	DÉFINITION
ARC	Agence du revenu du Canada
jour/ mois/année	Pour les besoins de l'évaluation technique, un (1) mois équivaut à un minimum de 16,67 jours facturables (un jour correspond à 7,5 heures), et une (1) année équivaut à un minimum de 200 jours facturables. Tout jour facturable supplémentaire au cours d'une même année n'augmentera pas l'expérience acquise pour les besoins de l'évaluation.
Projet	Un ensemble d'activités requises pour produire certains résultats définis ou atteindre des buts ou objectifs précis, à l'intérieur d'un calendrier et d'un budget des ressources définis. Un projet n'existe que pour la période nécessaire à la réalisation des objectifs énoncés.
proposition	Une présentation sollicitée par une partie à fournir certains biens ou services. Le mot «proposition» est utilisé de façon interchangeable avec «soumission».
demande de soumissions	Un acte ou une instance de demande de propositions / appels d'offres concernant certains produits et/ou services.
Nom de l'autorité adjudicative	Agence du revenu du Canada

1.4 Séance de compte rendu des soumissionnaires

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les dix (10) jours civils suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être effectué par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Tribunal canadien du commerce extérieur

En règle générale, toute plainte concernant la présente procédure de passation des marchés publics doit être déposée auprès du Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal) dans les 10 jours ouvrables suivant la date où le soumissionnaire a découvert, ou aurait dû vraisemblablement découvrir, les faits à l'origine de sa plainte. Subsidiativement, dans ce délai, le soumissionnaire peut d'abord choisir de présenter à l'ARC une opposition concernant son motif de plainte; si l'ARC refuse la réparation demandée, le soumissionnaire peut alors déposer une plainte auprès du Tribunal dans les 10 jours ouvrables suivants ce refus. Dans certaines circonstances exceptionnelles, un délai de 30 jours peut s'appliquer au dépôt d'une plainte auprès du Tribunal. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le site Web du Tribunal (www.citt-tcce.gc.ca) ou communiquez avec le greffier du Tribunal au 613-990-2452. Référence : article 6 du Règlement sur les enquêtes du Tribunal canadien du commerce extérieur sur les marchés publics (D.O.R.S./93-602).

Consulter également les [Processus de contestation des offres et mécanismes de recours](https://achatsetventes.gc.ca/pour-les-entreprises/vendre-au-gouvernement-du-canada/suivi-des-soumissions/processus-de-contestation-des-offres-et-mecanismes-de-recours)
(<https://achatsetventes.gc.ca/pour-les-entreprises/vendre-au-gouvernement-du-canada/suivi-des-soumissions/processus-de-contestation-des-offres-et-mecanismes-de-recours>)

1.6 Données historiques

Toutes les données concernant l'utilisation par l'Agence des recherches prévues sont fournies aux répondants uniquement à titre informatif, ainsi que pour les aider à préparer leurs soumissions. Ces données représentent les meilleurs renseignements actuellement à la disposition de l'Agence; cependant, l'Agence ne garantit ou ne soutient pas que ces données sont complètes ou exemptes d'erreurs. De plus, l'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne représente pas un engagement selon lequel les futures recherches effectuées par l'Agence seront conformes à ces données. Celles-ci sont présentées à titre informatif seulement.

PARTIE 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires

2.1 Exigences obligatoires

Lorsque des passages contenant les mots « doit » et « obligatoire » figurent dans le présent document ou tout autre document connexe faisant partie des présentes, l'élément décrit constitue une exigence obligatoire.

À défaut de respecter ou de montrer qu'elle respecte une exigence obligatoire, la soumission sera jugée non recevable et sera rejetée.

2.2 Instructions, clauses et conditions uniformisées A0000T (2012-07-16)

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat> publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de cette demande de soumissions et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Les clauses suivantes sont intégrées à titre de référence :

Référence CCUA	Titre de la clause	Date
A3015T	Attestations - soumission	2014-06-26
C3011T	Fluctuation du taux de change	2013-11-06

2.2.1 Révisions aux instructions uniformisées 2003

Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels de 2003 (2020-05-28) révisés comme suit :

L'article 01, Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, est supprimé dans son intégralité et remplacé par ce qui suit :

L'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité – soumission

1. La Directive sur l'intégrité des fournisseurs datée du 3 novembre 2021 est incorporée par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. Le soumissionnaire doit respecter la Directive, qui se trouve sur le site Web de l'Agence à l'adresse suivante : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/organisation/a-propos-agence-revenu-canada-arc/approvisionnements-a-arc/directive-integrite-fournisseurs-2.html>.
2. En vertu de la Directive, les accusations et condamnations prononcées à l'encontre d'un fournisseur, de ses affiliés ou de ses premiers sous-traitants, pour certaines infractions et d'autres circonstances, pourraient faire en sorte que TPSGC détermine que le fournisseur est suspendu ou inadmissible de conclure un contrat avec le Canada. La liste des fournisseurs inadmissibles et suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité de TPSGC. La Directive décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.
3. En plus de tous les autres renseignements requis dans la demande de soumissions, le soumissionnaire doit fournir ce qui suit :
 - a. dans les délais prescrits dans la Directive, tous les renseignements exigés dans celle-ci qui sont décrits dans la section intitulée « Fourniture obligatoire de renseignements »;
 - b. avec sa soumission, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui,

à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Directive. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, lequel se trouve sur la page du [Formulaires concernant le Régime d'intégrité](#).

4. Conformément au paragraphe 5, en présentant une soumission en réponse à la présente demande de soumissions, le soumissionnaire atteste :
 - a. qu'il a lu et qu'il comprend la Directive sur l'intégrité des fournisseurs à la page <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/organisation/a-propos-agence-revenu-canada-arc/approvisionnements-a-arc/directive-integrite-fournisseurs-2.html>;
 - b. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Directive, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Directive;
 - c. qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès du soumissionnaire ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
 - d. qu'il a fourni avec sa soumission une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Directive;
 - e. qu'aucune des infractions criminelles commises au Canada ni aucune autre circonstance décrite dans la Directive n'entraînera une détermination d'inadmissibilité ou une suspension pour lui, ses affiliés ou les premiers sous-traitants proposés;
 - f. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.
5. Lorsqu'un soumissionnaire est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit présenter avec sa soumission un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve sur la page du [formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).
6. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une attestation ou une déclaration sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si, après l'attribution du contrat, le Canada établit que le soumissionnaire a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse, il pourrait résilier le contrat pour manquement. Conformément à la Directive sur l'intégrité des fournisseurs, le Canada pourrait également déterminer que le soumissionnaire est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse.

L'article 02, Numéro d'entreprise – approvisionnement, est par la présente supprimé dans son intégralité et remplacé par ce qui suit :

L'article 02 Numéro d'entreprise – approvisionnement

Les fournisseurs doivent obtenir un numéro d'entreprise (NE) avant l'attribution du contrat. Les fournisseurs peuvent s'inscrire pour obtenir un NE en ligne à l'adresse <https://www.canada.ca/fr/services/impots/numero-dentreprise.html>.

L'article 03, Instructions, clauses et conditions uniformisées, conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (L.C., 1996, ch. 16), est par la présente supprimé.

L'alinéa 2d) de l'article 05, Présentation des soumissions, est supprimé dans son intégralité et remplacé par ce qui suit :

- d) envoyer sa proposition uniquement à l'Unité de réception des soumissions de l'Agence du revenu du Canada précisée, ou à l'adresse indiquée dans la demande de proposition Section 2.3.

La mention « 90 jours » remplace « 60 jours » au paragraphe 4, de l'article 05, Présentation des soumissions.

La référence à « TPSGC » dans l'article 06, Soumissions déposées en retard, est par la présente supprimée et remplacée par « l'Agence ». De plus, tous les renvois à « Connexion postel » sont par la présente supprimés et remplacés par « Connexion ».

Tous les renvois à « TPSGC » dans l'article 07, Soumissions retardées, sont par la présente supprimés et remplacés par « l'Agence ». De plus, tous les renvois à « Connexion postel » sont par la présente supprimés et remplacés par « Connexion ».

L'article 08, Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postel, est supprimée dans son intégralité et remplacé par ce qui suit :

L'article 08 Transmission par le service Connexion

- a. Les soumissions doivent être transmises à l'aide du service Connexion (<https://www.canadapost-postescanada.ca/scp/fr/entreprise/services-postaux/courrier-numerique/connexion-postel.page>) fourni par la Société canadienne des postes.
- b. Pour transmettre une soumission à l'aide du service Connexion, le soumissionnaire doit envoyer dès que possible, au moins six jours ouvrables avant la date de clôture de la demande de soumissions (pour permettre la certitude d'une réponse), un courriel qui contient le numéro de la demande de soumissions à l'Unité de réception des soumissions pour demander d'ouvrir une conversation Connexion. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion reçues après cette date pourraient rester sans réponse. Dans le courriel, le soumissionnaire doit inclure le nom et l'adresse électronique de toutes les personnes qui doivent participer à la conversation dans Connexion.
- c. Si le soumissionnaire envoie un courriel demandant une conversation du service Connexion à l'Unité de réception des soumissions spécifiée dans la demande de soumissions, un agent de l'Unité de réception des soumissions entamera alors la conversation Connexion. La conversation du service Connexion créera une notification par courriel de la Société canadienne des postes invitant le soumissionnaire à accéder au message dans la conversation, et prendre les actions nécessaires pour répondre. Le soumissionnaire pourra transmettre sa soumission en réponse à la notification à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- d. Le numéro de la demande de soumissions devrait être indiqué au champ réservé à la description dans toutes les transmissions électroniques.
- e. Il est important de savoir qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion. Si le soumissionnaire n'en a pas, il peut utiliser 250 rue Albert, Ottawa, ON K1A 1A2 pour s'inscrire au service Connexion.
- f. Dans le cas des transmissions par le service Connexion, le Canada ne pourra pas être tenu responsable de tout retard ou panne touchant la transmission ou la réception des soumissions. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
 - i. réception d'une soumission brouillée, corrompue ou incomplète;
 - ii. disponibilité ou condition du service Connexion;
 - iii. incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
 - iv. retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
 - v. défaut de la part du soumissionnaire de bien identifier la soumission;
 - vi. illisibilité de la soumission;

- vii. sécurité des données contenues dans la soumission; ou
 - viii. incapacité de créer une conversation électronique par le service Connexion.
- g. L'Unité de réception des soumissions enverra un accusé de réception des documents de la soumission au moyen de la conversation Connexion. Cet accusé de réception ne confirmera que la réception des documents de soumission et ne confirmera pas si les pièces jointes peuvent être ouvertes ou si le contenu est lisible.
- h. Les soumissionnaires doivent veiller à utiliser la bonne adresse courriel de l'Unité de réception des soumissions lorsqu'ils demandent une conversation dans Connexion ou communiquent avec l'Unité de réception des soumissions et ne doivent pas se fier à l'exactitude d'un copié-collé de l'adresse courriel dans le système Connexion.
- i. Une soumission transmise par le service Connexion constitue la soumission officielle du soumissionnaire et doit être conforme à l'article 05.

Dans l'article 12, Rejet d'une soumission, les alinéas 1a) et 1b) sont supprimés dans leur intégralité.

Le paragraphe 2 de l'article 20, Autres renseignements, est par la présente remplacé par ce qui suit : Les demandes de renseignements concernant la réception des soumissions peuvent être adressées à l'autorité contractante dont le nom figure dans la demande de soumissions.

L'article 21, Code de conduite pour l'approvisionnement – soumission, est par la présente supprimé en entier.

2.3 Transmission des propositions

En répondant, le soumissionnaire DOIT envoyer la proposition à l'adresse de l'Unité de réception des soumissions indiquée ci-dessous au plus tard à l'heure et à la date figurant à la page 1.

LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT SOUMETTRE LEURS PROPOSITIONS À :

Agence du revenu du Canada
Unité de réception des soumissions
BRUg@cra-arc.gc.ca

Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour demander à l'Agence d'ouvrir une conversation Connexion, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003. Les soumissionnaires ne doivent pas utiliser leur propre contrat de licence pour le service Connexion pour entamer une conversation Connexion avec l'Agence.

Par la présente, les soumissionnaires sont informés que l'Unité de réception des soumissions de l'ARC est disponible du lundi au vendredi inclusivement, de 830 h à 1500 h **HAE**, sauf les jours fériés observés par le gouvernement fédéral.

En raison de la nature de la présente soumission, la transmission électronique d'une proposition par le télécopieur n'est pas considéré pratique, et par conséquent, elle ne sera pas acceptée.

2.4 Communications en période de soumission A0012T (2014-03-01)

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables – soumission A9070T (2014-06-26)

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Termes et conditions

Par la présente, le soumissionnaire atteste qu'il est conforme aux articles, aux clauses et aux modalités contenus ou mentionnés dans la présente demande de proposition (DDP) et le présent Énoncé des travaux (EDT) et qu'il les accepte. Toute modification ou prix conditionnel du soumissionnaire, y compris les suppressions ou tout ajout apporté aux articles, aux clauses et aux modalités contenues ou mentionnées dans la présente DDP, incluant l'EDT, feront en sorte que la soumission soit jugée non recevable.

PARTIE 3 Directives sur la présentation de la soumission

3.1 Soumission - nombre d'exemplaires MODA0055T (2007-11-30)

Le Canada demande que les soumissionnaires présentent leur soumission en sections séparées, comme suit :

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission, les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils comprennent les exigences techniques comprises dans la demande de soumissions et expliquer comment ils s'y prendraient pour satisfaire à ces exigences. Les soumissionnaires doivent démontrer leurs capacités qu'ils adopteraient pour effectuer le travail, et ce, de façon complète, claire et concise.

La soumission technique doit aborder clairement et de manière suffisamment détaillée les points qui sont assujettis aux critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de simplement répéter l'énoncé compris dans la demande de soumission. Dans le but de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires abordent et présentent les sujets dans l'ordre de présentation des critères d'évaluation sous les mêmes rubriques. Pour éviter le chevauchement, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leurs soumissions en indiquant les numéros de paragraphe et de page du sujet qui a déjà été abordé.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent envoyer leur soumission financière dans le format indiqué à l'annexe 3 : Proposition financière.

Les prix doivent figurer uniquement dans la soumission financière. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées à la partie 5.

3.2 Présentation et système de numérotation des soumissions CRA MODA0054T (2007-11-30)

Le Canada demande que les soumissionnaires utilisent un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

PARTIE 4 Procédures d'évaluation et méthodes de sélection

4.1 Généralités

Un comité formé de représentants de l'ARC évaluera les propositions pour le compte de l'Agence. Les services d'experts-conseils indépendants peuvent être retenus afin d'aider à l'évaluation ou à la validation d'aspects particuliers de la solution proposée. L'ARC se réserve le droit d'embaucher n'importe quel expert-conseil indépendant ou d'employer toute ressource gouvernementale qu'elle juge nécessaire à l'évaluation de toute proposition.

Les propositions seront évaluées conformément aux critères d'évaluations déterminés à l'appendice 1 et conjointement avec les conditions précisées dans l'Énoncé des travaux (EDT). On encourage les soumissionnaires à traiter ces critères de façon approfondie pour que leur proposition puisse faire l'objet d'une évaluation complète. Il revient au soumissionnaire de démontrer qu'il respecte les exigences mentionnées dans la demande de soumissions.

Les soumissionnaires sont informés que le simple fait de dresser la liste des expériences sans fournir les renseignements à l'appui permettant de décrire où et comment de telles expériences ont été acquises ne sera pas considéré comme démontré aux fins de cette évaluation. Les soumissionnaires ne devraient pas supposer que l'équipe d'évaluation connaît nécessairement l'expérience et les capacités du soumissionnaire ou de toute ressource proposée; toute expérience pertinente doit être démontrée dans la proposition écrite du soumissionnaire.

4.2 Étapes de processus de sélection

Le processus de sélection visant à déterminer le soumissionnaire retenu se déroulera de la façon suivante :

Nonobstant les étapes 1 et 2 ci-dessous, dans le but d'accélérer le processus d'évaluation, l'ARC se réserve le droit d'effectuer l'étape 3 – Évaluation des propositions financières, simultanément avec les étapes 1 et 2. Si l'ARC décide d'exécuter l'étape 3 avant l'achèvement de l'étape 2, les renseignements contenus dans la proposition financière ne seront pas divulgués à l'équipe chargée de l'évaluation des sections obligatoires et cotées tant que les étapes 1 et 2 ne seront pas terminées. Cependant, si l'autorité contractante est en mesure de constater que la proposition est non recevable, car la proposition financière est incomplète ou comporte une erreur, elle informera l'équipe chargée d'évaluer les sections obligatoires que la proposition est non recevable et qu'elle ne devrait pas être retenue. L'évaluation parallèle de la proposition financière ne peut en aucune façon être interprétée comme signifiant que le soumissionnaire satisfait aux étapes 1 et 2, en dépit de l'énoncé selon lequel « toutes les soumissions respectant les seuils minimaux formulés à l'étape 2 passeront à l'étape 3 ».

Les soumissions seront classées selon la méthode de sélection.

Étape 1 – Évaluation en fonction des critères obligatoires

Toutes les soumissions seront évaluées pour déterminer si toutes les exigences obligatoires figurant à l'appendice 1 : Critères obligatoires ont été respectées. Seules les soumissions qui respectent TOUTES les exigences obligatoires seront ensuite évaluées conformément à l'étape 2 ci-dessous.

Étape 2 – Évaluation en fonction des critères cotés

Les critères cotés par points ne s'appliquent pas à cette exigence.

Étape 3 – Évaluation des propositions financières

Pour chaque groupe, seules les propositions conformes sur le plan technique qui respectent toutes les exigences mentionnées aux étapes 1 et 2 seront examinées à cette étape.

Pour chaque groupe, les prix soumis seront évalués afin de déterminer la cote pour le prix d'évaluation de la soumission, telle qu'elle est définie à l'appendice 3 : Proposition financière. Une fois que l'évaluation des prix des offres est déterminée dans l'étape 3, les propositions passeront à l'étape 4.

Pour chaque article présenté, les soumissionnaires doivent indiquer un prix, un pourcentage ou un poids, selon le cas, dans le format précisé à l'appendice 3 : Proposition financière. Les fourchettes (p. ex. entre 10 \$ et 13 \$) ne sont pas acceptables.

Étape 4 – Méthode de sélection

Pour chaque groupe, la soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable.

Le soumissionnaire recevable, avec le prix d'évaluation de la soumission la plus basse, sera considéré comme le soumissionnaire le mieux disant et sera recommandé pour l'attribution du contrat.

Étape 5 – Sélection

Pour chaque groupe, le soumissionnaire dont la soumission recevable a reçu la cote la plus élevée et qui a respecté toutes les exigences de l'étape 4, telles qu'elles sont décrites ci-dessus, sera considéré comme le soumissionnaire retenu pour cette exigence et sera recommandé aux fins d'attribution d'un contrat.

Étape 6 – Conditions préalables à l'attribution du contrat

Pour chaque groupe, le soumissionnaire recommandé aux fins de l'attribution d'un contrat doit respecter les exigences présentées aux pièces jointes 5 « Attestations » et à la partie 6 « Exigences en matière de sécurité, financières et autres exigences » de la présente DDP.

Étape 7 – Entrée en vigueur du contrat

Pour chaque groupe, le soumissionnaire dont la soumission recevable a obtenu la note la plus élevée et qui satisfait à toutes les exigences susmentionnées sera recommandé pour l'attribution d'un contrat.

L'Agence se réserve le droit d'attribuer un (1) seul contrat pour les groupes pour lesquels le soumissionnaire est retenu.

Par exemple, si le soumissionnaire 1 présente des soumissions pour chacun des groupes A, B et C, et qu'il s'agit de la soumission recevable la plus élevée pour les trois groupes, l'Agence peut alors attribuer un (1) contrat au soumissionnaire 1 pour les groupes A, B et C.

PARTIE 5 Attestations et renseignements supplémentaires

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Les attestations énumérées à la pièce jointe 5.1 doivent être remplies et transmises avec la soumission. Le défaut de présenter les attestations énumérées à la pièce jointe 5.1 fera en sorte que la soumission soit jugée non conforme et ne soit pas retenue.

5.1 Attestations qui doivent être soumises au moment de la clôture des soumissions

5.1.1 Attestations coentreprises

Remplissez cette attestation si une coentreprise est proposée.

Le soumissionnaire déclare et garantit ce qui suit :

- (a) L'entité soumissionnaire est une coentreprise contractuelle selon la définition ci-dessous. Une « coentreprise contractuelle » est une association de deux parties ou plus qui ont signé un contrat aux termes duquel elles conviennent de la façon dont elles joindront leurs fonds, leurs biens, leurs connaissances, leurs compétences, leur temps ou leurs autres ressources dans le cadre d'une entreprise commerciale conjointe, et dont elles partageront les bénéfices et les pertes. Les parties auront, en outre, un certain niveau de contrôle sur l'entreprise.
- (b) Le nom de la coentreprise sera : _____ (si applicable).
- (c) Les membres de la coentreprise contractuelle seront les suivants (le soumissionnaire devra ajouter, au besoin, des lignes pour tenir compte de tous les membres de la coentreprise) :

- (d) Les numéros d'entreprise (NE) de chaque membre de la coentreprise contractuelle sont les suivants (le soumissionnaire devra ajouter, au besoin, des lignes pour les NE additionnels) :

- (e) La date d'entrée en vigueur de la formation de la coentreprise est : _____
- (f) Chaque membre de la coentreprise a désigné un membre, _____ (le « membre principal ») et lui a accordé les pleins pouvoirs pour agir à titre de représentant de l'ensemble des membres en vue de signer des documents relatifs à la demande de soumission ainsi

que tout contrat subséquent, sans pour autant s'y limiter, les modifications au contrat et les autorisations de tâches.

(g) La coentreprise est en vigueur à compter de la date de dépôt de la soumission.

Cette attestation de coentreprise doit être signée par CHAQUE membre de la coentreprise.

L'attestation de coentreprise sera en vigueur tout au long de la période du contrat, y compris toute période optionnelle, si elle est exécutée.

L'ARC se réserve le droit de demander au soumissionnaire de lui fournir des documents attestant l'existence de la coentreprise contractuelle.

Signature du représentant autorisé de chaque membre de la coentreprise

(Le soumissionnaire devra ajouter des lignes de signature, au besoin) :

_____ Signature du représentant dûment autorisé	_____ Nom de la personne (en caractères d'imprimerie)	_____ Dénomination sociale Nom de l'entreprise	_____ Date
_____ Signature du représentant dûment autorisé	_____ Nom de la personne (en caractères d'imprimerie)	_____ Dénomination sociale Nom de l'entreprise	_____ Date

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, aideront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de

contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Ancien fonctionnaire CRA Mod A3025T 2014-06-26

Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires (AF) qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définitions :

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (a) un individu;
- (b) un individu qui s'est incorporé;
- (c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- (d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

OUI () NON ()

Si "oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- (a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (c) la date de la cessation d'emploi;
- (d) le montant du paiement forfaitaire;
- (e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- (g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

5.2.4 Information rapport du vendeur

Les renseignements suivants doivent être fournis pour permettre à l'ARC de se conformer à l'alinéa 221 (1)(d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, L.R. 1985, ch. 1, (5e suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide du feuillet T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements versés aux entrepreneurs en vertu de contrats de services pertinents (y compris les contrats comprenant à la fois des biens et des services).

Aux fins de la présente clause :

« Dénomination sociale » - Nom de la compagnie, société ou autre entité légalement constituée en personne morale sous lequel cette personne exerce ses droits et exécute ses obligations.

«Nom d'Emprunt» - Nom qui est légalement protégé et utilise dans le cours de ses affaires ou une compagnie.

Le soumissionnaire est invité à fournir les informations suivantes :

Dénomination sociale : _____

Nom d'emprunt : _____

Adresse : _____

Adresse de paiement ou
selon le formulaire
T1204 (si elle diffère) ☐ Adresse du
paiement, si elle est
identique à l'adresse ci-
dessus _____

Ville : _____

Province : _____

Code postal : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Genre d'entreprise (Un seul choix)

☐ Corporation

☐ Société de
personnes

☐ Propriétaire
unique

☐ Société à but
non lucratif

☐ Cie américaine ou
internationale

Toutes compagnies enregistrées devront fournir leur numéro de Taxes des produits et services (TPS) ou Numéro d'Entreprise (NE). D'autres détails sur la façon d'obtenir un NE se trouvent à l'adresse suivante : <http://www.cra-arc.gc.ca/tx/bsnss/tpcs/bn-ne/menu-fra.html>. Si c'est pour un service rendu par un(e) individu(e), s'il vous plaît, insérez le **numéro d'assurance sociale (NAS)**.

Taxes des produits et services (TPS) : _____

Numéro d'Entreprise (NE) : _____

numéro d'assurance sociale (NAS) : _____

☐ N/A

Raison : _____

Lorsque l'information requise
comprend un NAS, celle-ci doit être
expédiée dans une enveloppe
portant l'inscription « protégée ».

Nota : Si vous choisissez "N/A", vous devez donner une raison.

Date : _____

Nom : _____

Signature : _____

Titre : _____
(Titre du représentant dûment autorisé de l'entreprise)

5.2.5 Attestation d'absence de collusion dans l'établissement de soumission

Je soussigné, en présentant la soumission ou offre ci-jointe (la « soumission ») à :

Agence du revenu du Canada
(Nom du destinataire de la soumission)

Pour : _____ **xx** **Autorité contractante doit remplir**
(Nom et numéro du projet de la soumission)

suite à l'appel d'offres (c-l'« appel d'offres ») lancé par :

Agence du revenu du Canada
(Nom de l'autorité adjudicative)

déclare ce qui suit et certifie que ces déclarations sont vraies et complètes à tous les égards.

Je déclare au nom de que : _____
(Dénomination sociale du soumissionnaire [ci-dessous le « soumissionnaire »])

1. j'ai lu et je comprends le contenu de la présente attestation;
2. je sais que la soumission ci-jointe sera disqualifiée si les déclarations contenues à la présente attestation ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards;
3. suis autorisé par le soumissionnaire à signer la présente attestation et à présenter, en son nom, la soumission qui y est jointe;
4. toutes les personnes dont le nom apparaît sur la soumission ci-jointe ont été autorisées par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la soumission en son nom;
5. aux fins de la présente attestation et de la soumission ci-jointe, je comprends que le mot « concurrent » s'entend de tout organisme ou personne, autre que le soumissionnaire, affilié ou non au soumissionnaire :
 - a) qui a été invité par l'appel d'offres à présenter une soumission;
 - b) qui pourrait éventuellement présenter une soumission suite à l'appel d'offres compte tenu de ses qualifications, ses habiletés ou son expérience;
6. le soumissionnaire déclare (**cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes**) :
 - ☐ qu'il a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent;
 - ☐ qu'il a établi la présente soumission après avoir communiqué ou établi une entente ou un arrangement avec un ou plusieurs concurrents et qu'il divulgue, dans le ou les documents ci-joints, tous les détails s'y rapportant, y compris le nom des concurrents et les raisons de ces communications, ententes ou arrangements;
7. sans limiter la généralité de ce qui précède aux alinéas 6a) ou b), le soumissionnaire déclare qu'il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement :
 - a) aux prix;

- b) aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix;
 - c) à la décision de présenter ou de ne pas présenter une soumission; ou
 - d) à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres; à l'exception de ce qui est spécifiquement divulgué conformément à l'alinéa 6b) ci-dessus;
8. en plus, il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent en ce qui concerne les détails liés à la qualité, à la quantité, aux spécifications ou à la livraison des biens ou des services visés par le présent appel d'offres, sauf ceux qui ont été spécifiquement autorisés par l'autorité adjudicative ou spécifiquement divulgués conformément à l'alinéa 6b) ci-dessus;
9. les modalités de la soumission ci-jointe n'ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant la première des dates suivantes, soit l'heure de l'ouverture officielle des soumissions, soit l'adjudication du marché, à moins d'être requis de le faire par la loi ou d'être requis de le divulguer conformément à l'alinéa 6b) ci-dessus.

(Nom et signature de la personne dûment autorisée par le soumissionnaire)

(Titre)

(Date)

PARTIE 6 Exigences en matière de sécurité, et autres exigences

6.1 Exigences en matière de sécurité

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Modèle de contrat;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 – Modèle de contrat;
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
 - d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 7 – Modèle de contrat;
 - e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse du ou des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, tel qu'indiqué à la Part 7 - Model Contract.
 - f) S'il y a lieu, le soumissionnaire doit se conformer aux **exigences en matière de sécurité des renseignements** dans des systèmes infonuagiques, comme il est indiqué à la section 7.8.2 de la partie 7 – Modèle de contrat.
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

Appendices

Appendice 1 : Critères d'évaluation obligatoires

Procédures d'évaluation

L'évaluation des soumissions s'effectuera en fonction de la Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection et en fonction de tous les critères d'évaluation obligatoires énumérés ci-après. Dans sa proposition, le soumissionnaire doit fournir les documents à l'appui demandé par l'ARC afin de démontrer que chaque exigence technique obligatoire a été respectée.

Afin de faciliter le processus d'évaluation, il est préférable que le soumissionnaire remplisse le tableau ci-dessous pour indiquer l'emplacement des renseignements dans sa proposition.

Les soumissions qui ne respectent pas l'ensemble des exigences obligatoires seront déclarées non recevables.

Les soumissionnaires DOIVENT remplir le tableau A : Critères obligatoires pour les rapports de solvabilité de consommateurs des États-Unis s'ils soumettent une proposition pour le GROUPE A : RAPPORT DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS DES ÉTATS-UNIS

	Tableau A : Critères obligatoires pour les rapports de solvabilité de consommateurs des États-Unis	Renvoi à la page ou à la section de la proposition où se trouvent les renseignements
A1	<p>La base de données des rapports de solvabilité de consommateurs des États-Unis du soumissionnaire DOIT générer et fournir aux utilisateurs de l'Agence (comme il est décrit à l'annexe A – Énoncé des travaux) des rapports de solvabilité de consommateurs des États-Unis contenant <u>tous</u> les éléments de données obligatoires (énumérés avec un astérisque [*] dans l'annexe A – Énoncé des travaux) qui existent pour chaque rapport de consommateur des États-Unis demandé par l'Agence.</p> <p>Éléments de données :</p> <p>a) Identification du consommateur</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Nom complet actuel (prénom et nom de famille) ii. Autres noms ou surnoms sous lesquels le consommateur est aussi connu (alias) iii. Numéros de téléphone actuels (résidentiel, professionnel, cellulaire) iv. Adresse actuelle v. Date de naissance vi. Numéro d'identification fiscale ou numéro de sécurité sociale <p>b) Renseignements sur l'emploi</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Nom de l'employeur actuel <p>c) Demandes de renseignements des membres</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Nom du membre 	

	<p>d) Renseignements commerciaux</p> <p>i. Dénomination sociale</p> <p>e) Renseignements sur l'institution financière</p> <p>i. Nom de l'institution financière</p> <p>Afin de démontrer la conformité à l'exigence A1, le soumissionnaire DOIT fournir des exemples de rapports de solvabilité de consommateurs des États-Unis contenant <u>tous</u> les éléments de données obligatoires ci-dessus.</p> <p>Si le soumissionnaire utilise une convention d'appellation différente pour ses éléments de données, il doit indiquer clairement cette convention d'appellation dans sa soumission.</p>	
A2	<p>Le soumissionnaire DOIT fournir un accès en ligne (par un portail Web) à sa base de données sur les rapports de solvabilité de consommateurs des États-Unis en autorisant les éléments de recherche ci-dessous, au minimum, pour que les employés de l'Agence puissent effectuer des recherches et générer des rapports de solvabilité de consommateurs des États-Unis qui contiennent tous les éléments de données précisés dans l'annexe A – Énoncé des travaux.</p> <p>Éléments de recherche :</p> <p>a) Prénom et nom de famille</p> <p>b) Numéro d'assurance sociale (NAS) ou numéro de sécurité sociale</p> <p>c) Adresse</p> <p>Afin de démontrer la conformité à l'exigence A2, le soumissionnaire DOIT fournir des captures d'écran de l'écran de recherche de la base de données affichant tous les éléments de recherche ci-dessus.</p>	
A3	<p>Attestations</p> <p>Afin de démontrer la conformité à l'exigence A3, le soumissionnaire DOIT signer l'attestation de coentreprise, le cas échéant, dont il est question à la partie 5.1, intitulée « Attestations exigées avec la soumission à la date de clôture des soumissions ».</p>	
A4	<p>Proposition financière</p> <p>Afin de démontrer la conformité à l'exigence A4, le soumissionnaire DOIT fournir une proposition financière conformément à la partie 3 intitulée « Instructions pour la préparation d'une demande » et à l'appendice 3 : « Proposition financière ».</p>	

Les soumissionnaires DOIVENT remplir le tableau B : Critères obligatoires pour les rapports de solvabilité commerciaux des États-Unis s'ils soumettent une proposition pour le GROUPE B : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS

	Tableau B : Critères obligatoires pour les rapports de solvabilité commerciaux des États-Unis	Renvoi à la page ou à la section de la proposition où se trouvent les renseignements
B1	<p>La base de données des rapports de solvabilité commerciaux des États-Unis du soumissionnaire DOIT générer et fournir aux utilisateurs de l'Agence (comme il est décrit à l'annexe A – Énoncé des travaux) des rapports de solvabilité commerciaux des États-Unis contenant <u>tous</u> les éléments de données obligatoires (énumérés avec un astérisque [*] dans l'annexe A – Énoncé des travaux) qui existent pour chaque rapport commercial des États-Unis demandé par l'Agence.</p> <p>Éléments de données :</p> <p>a) Identification de l'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Nom commercial de la société ii. Adresse de l'entreprise iii. Numéro de téléphone <p>b) Renseignements sur l'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Nom complet des dirigeants et des propriétaires <p>Afin de démontrer la conformité à l'exigence B1, le soumissionnaire DOIT fournir des exemples de rapports de solvabilité commerciaux des États-Unis contenant <u>tous</u> les éléments de données obligatoires ci-dessus.</p> <p>Si le soumissionnaire utilise une convention d'appellation différente pour ses éléments de données, il doit indiquer clairement cette convention d'appellation dans sa soumission.</p>	
B2	<p>Le soumissionnaire DOIT fournir un accès en ligne (par un portail Web) à sa base de données sur les rapports de solvabilité commerciaux des États-Unis en autorisant les éléments de recherche ci-dessous, au minimum, pour que les employés de l'Agence puissent effectuer des recherches et générer des rapports de solvabilité commerciaux des États-Unis qui contiennent tous les éléments de données précisés dans l'annexe A – Énoncé des travaux.</p> <p>OU</p> <p>Si l'accès en ligne ne peut pas être fourni, le soumissionnaire DOIT fournir un accès hors ligne (par courriel) à sa base de données sur les rapports de solvabilité commerciaux des États-Unis en autorisant les éléments de recherche ci-dessous, au minimum, pour que les employés de l'Agence puissent demander des recherches et recevoir des rapports de solvabilité</p>	

	<p>commerciaux des États-Unis qui contiennent tous les éléments de données précisés dans l'annexe A – Énoncé des travaux.</p> <p>Éléments de recherche :</p> <p>a) Nom commercial ou désignation sociale b) Adresse de l'entreprise, y compris le code postal c) Numéro de téléphone</p> <p>Lorsque l'accès en ligne est fourni, le soumissionnaire DOIT fournir des captures d'écran de l'écran de recherche de sa base de données affichant tous les éléments de recherche ci-dessus afin de démontrer la conformité à l'exigence B2.</p> <p>Lorsque l'accès hors ligne est fourni, le soumissionnaire DOIT fournir un modèle de son formulaire de demande de recherche affichant tous les éléments de recherche ci-dessus afin de démontrer la conformité à l'exigence B2.</p>	
B3	<p>Attestations</p> <p>Afin de démontrer la conformité à l'exigence B3, le soumissionnaire DOIT signer l'attestation de coentreprise, le cas échéant, dont il est question à la partie 5.1, intitulée « Attestations exigées avec la soumission à la date de clôture des soumissions ».</p>	
B4	<p>Proposition financière</p> <p>Afin de démontrer la conformité à l'exigence B4, le soumissionnaire DOIT fournir une proposition financière conformément à la partie 3 intitulée « Instructions pour la préparation d'une demande » et à l'appendice 3 : « Proposition financière ».</p>	

Les soumissionnaires DOIVENT remplir le tableau C : Critères obligatoires pour les rapports de solvabilité commerciaux internationaux s'ils soumettent une proposition pour le GROUPE C : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX INTERNATIONAUX

	Tableau C : Critères obligatoires pour les rapports de solvabilité de consommateurs internationaux	Renvoi à la page ou à la section de la proposition où se trouvent les renseignements
C1	<p>La base de données des rapports de solvabilité de consommateurs internationaux du soumissionnaire DOIT générer et fournir aux utilisateurs de l'Agence (comme il est décrit à l'annexe A – Énoncé des travaux) des rapports de solvabilité de consommateurs internationaux contenant <u>tous</u> les éléments de données obligatoires (énumérés avec un astérisque [*] dans l'annexe A – Énoncé des travaux) qui existent pour chaque rapport de consommateur international demandé par l'Agence.</p> <p>Éléments de données :</p> <p>a) Identification du consommateur</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Nom complet actuel (prénom et nom de famille) ii. Adresse actuelle iii. Date de naissance iv. Numéro d'identification fiscale <p>Afin de démontrer la conformité à l'exigence C1, le soumissionnaire DOIT fournir des exemples de rapports de solvabilité de consommateurs internationaux contenant <u>tous</u> les éléments de données obligatoires ci-dessus.</p> <p>Si le soumissionnaire utilise une convention d'appellation différente pour ses éléments de données, il doit indiquer clairement cette convention d'appellation dans sa soumission.</p>	
C2	<p>Le soumissionnaire DOIT fournir un accès en ligne (par un portail Web) à sa base de données sur les rapports de solvabilité de consommateurs internationaux en autorisant les éléments de recherche ci-dessous, au minimum, pour que les employés de l'Agence puissent effectuer des recherches et générer des rapports de solvabilité de consommateurs internationaux qui contiennent tous les éléments de données précisés dans l'annexe A – Énoncé des travaux.</p> <p>OU</p> <p>Si l'accès en ligne ne peut pas être fourni, le soumissionnaire DOIT fournir un accès hors ligne (par courriel) à sa base de données sur les rapports de solvabilité de consommateurs internationaux en autorisant les éléments de recherche ci-dessous, au minimum, pour que les employés de l'Agence</p>	

	<p>puissent demander des recherches et recevoir des rapports de solvabilité de consommateurs internationaux qui contiennent tous les éléments de données précisés dans l'annexe A – Énoncé des travaux.</p> <p>Éléments de recherche :</p> <p>a) Prénom et nom de famille</p> <p>Lorsque l'accès en ligne est fourni, le soumissionnaire DOIT fournir des captures d'écran de l'écran de recherche de sa base de données affichant tous les éléments de recherche ci-dessus afin de démontrer la conformité à l'exigence C2.</p> <p>Lorsque l'accès hors ligne est fourni, le soumissionnaire DOIT fournir un modèle de son formulaire de demande de recherche affichant tous les éléments de recherche ci-dessus afin de démontrer la conformité à l'exigence C2.</p>	
C3	<p>Attestations</p> <p>Afin de démontrer la conformité à l'exigence C3, le soumissionnaire DOIT signer l'attestation de coentreprise, le cas échéant, dont il est question à la partie 5.1, intitulée « Attestations exigées avec la soumission à la date de clôture des soumissions ».</p>	
C4	<p>Proposition financière</p> <p>Afin de démontrer la conformité à l'exigence C4, le soumissionnaire DOIT fournir une proposition financière conformément à la partie 3 intitulée « Instructions pour la préparation d'une demande » et à l'appendice 3 : « Proposition financière ».</p>	

Les soumissionnaires DOIVENT remplir le tableau D : Critères obligatoires pour les rapports de solvabilité de consommateurs internationaux s'ils

soumettent une proposition pour le GROUPE D : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS COMMERCIAUX INTERNATIONAUX

	Tableau D : Critères obligatoires pour les rapports de solvabilité commerciaux internationaux	Renvoi à la page ou à la section de la proposition où se trouvent les renseignements
D1	<p>La base de données des rapports de solvabilité commerciaux internationaux du soumissionnaire DOIT générer et fournir aux utilisateurs de l'Agence (comme il est décrit à l'annexe A – Énoncé des travaux) des rapports de solvabilité commerciaux internationaux contenant <u>tous</u> les éléments de données obligatoires (énumérés avec un astérisque [*] dans l'annexe A – Énoncé des travaux) qui existent pour chaque rapport commercial international demandé par l'Agence.</p> <p>Éléments de données :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identification de l'entreprise <ul style="list-style-type: none"> i. Nom commercial de la société ii. Adresse de l'entreprise b) Renseignements sur l'entreprise <ul style="list-style-type: none"> i. Nom complet des dirigeants et des propriétaires <p>Afin de démontrer la conformité à l'exigence D1, le soumissionnaire DOIT fournir des exemples de rapports de solvabilité commerciaux internationaux contenant <u>tous</u> les éléments de données obligatoires ci-dessus.</p> <p>Si le soumissionnaire utilise une convention d'appellation différente pour ses éléments de données, il doit indiquer clairement cette convention d'appellation dans sa soumission.</p>	
D2	<p>Le soumissionnaire DOIT fournir un accès en ligne (par un portail Web) à sa base de données sur les rapports de solvabilité commerciaux internationaux en autorisant les éléments de recherche ci-dessous, au minimum, pour que les employés de l'Agence puissent effectuer des recherches et générer des rapports de solvabilité commerciaux internationaux qui contiennent tous les éléments de données précisés dans l'annexe A – Énoncé des travaux.</p> <p>OU</p> <p>Si l'accès en ligne ne peut pas être fourni, le soumissionnaire DOIT fournir un accès hors ligne (par courriel) à sa base de données sur les rapports de solvabilité commerciaux internationaux en autorisant les éléments de recherche ci-dessous, au minimum, pour que les employés de l'Agence puissent demander des recherches et</p>	

	<p>recevoir des rapports de solvabilité commerciaux internationaux qui contiennent tous les éléments de données précisés dans l'annexe A – Énoncé des travaux.</p> <p>Éléments de recherche :</p> <p>a) Nom commercial ou désignation sociale b) Adresse de l'entreprise, y compris le code postal c) Numéro de téléphone</p> <p>Lorsque l'accès en ligne est fourni, le soumissionnaire DOIT fournir des captures d'écran de l'écran de recherche de sa base de données affichant tous les éléments de recherche ci-dessus afin de démontrer la conformité à l'exigence D2.</p> <p>Lorsque l'accès hors ligne est fourni, le soumissionnaire DOIT fournir un modèle de son formulaire de demande de recherche affichant tous les éléments de recherche ci-dessus afin de démontrer la conformité à l'exigence D2.</p>	
D3	<p>Attestations</p> <p>Afin de démontrer la conformité à l'exigence D3, le soumissionnaire DOIT signer l'attestation de coentreprise, le cas échéant, dont il est question à la partie 5.1, intitulée « Attestations exigées avec la soumission à la date de clôture des soumissions ».</p>	
D4	<p>Proposition financière</p> <p>Afin de démontrer la conformité à l'exigence D4, le soumissionnaire DOIT fournir une proposition financière conformément à la partie 3 intitulée « Instructions pour la préparation d'une demande » et à l'appendice 3 : « Proposition financière ».</p>	

Appendice 2 : Critères de cotation numérique

Les critères cotés par points ne s'appliquent pas à cette exigence.

Appendice 3 : Proposition financière

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le volume estimatif indiqué dans le document Appendice 3-1 Tableau de proposition financière.xlsx pour chaque volet est fourni à des fins d'évaluation seulement et ne représente pas un engagement au nom de l'Agence.

Les prix unitaires à l'annexe 3-1 : Tableau de proposition financière.xls sont en dollars canadiens.

GROUPE A: RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS DES ÉTATS-UNIS

Les soumissionnaires doivent présenter un **prix unitaire ferme par rapport de solvabilité de consommateur des États-Unis** en dollars canadiens, droit de douane et taxes d'accise inclus, taxes applicables exclues, pour chaque année du contrat et pour chaque année d'option du contrat pour la fourniture et la livraison de rapports de solvabilité de **consommateurs des États-Unis** conformément à l'annexe A : Énoncé des travaux.

Les prix indiqués tiennent compte de toutes les exigences définies à l'annexe A : Énoncé des travaux.

L'Agence ne paiera que pour les recherches qui donnent lieu à une correspondance et produisent un rapport de solvabilité de consommateur des États-Unis.

Directives

Les soumissionnaires doivent remplir le tableau intitulé *Tableau 1 – GROUPE A* fourni par voie électronique comme *Appendice 3-1 Tableau de proposition financière.xlsx*

Calcul du prix d'évaluation de la soumission

Le prix d'évaluation de la soumission pour le volet 3 sera calculé comme la somme des six (6) dernières années dans le *Tableau 1 – GROUPE A* du document *Appendice 3-1 Tableau de proposition financière.xlsx*.

GROUPE B: RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS

Les soumissionnaires doivent présenter un **prix unitaire ferme par rapport de solvabilité commercial des États-Unis** en dollars canadiens, droit de douane et taxes d'accise inclus, taxes applicables exclues, pour chaque année du contrat et pour chaque année d'option du contrat pour la fourniture et la livraison de rapports de solvabilité **commerciaux des États-Unis** conformément à l'annexe A : Énoncé des travaux.

Les prix indiqués tiennent compte de toutes les exigences définies à l'annexe A : Énoncé des travaux.

L'Agence ne paiera que pour les recherches qui donnent lieu à une correspondance et produisent un rapport de solvabilité commercial des États-Unis.

Directives

Les soumissionnaires doivent remplir le tableau intitulé *Tableau 2 – GROUPE B* fourni par voie électronique comme *Appendice 3-1 Tableau de proposition financière.xlsx*

Calcul du prix d'évaluation de la soumission

Le prix d'évaluation de la soumission pour le volet 4 sera calculé comme la somme des six (6) dernières années dans le *Tableau 2 – GROUPE B* du document *Appendice 3-1 Tableau de proposition financière.xlsx*.

GROUPE C : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS INTERNATIONAUX

Les soumissionnaires doivent présenter un **prix unitaire plafond par rapport de solvabilité de consommateur international** en dollars canadiens, droit de douane et taxes d'accise inclus, taxes applicables exclues, pour chaque année du contrat et pour chaque année d'option du contrat pour la fourniture et la livraison de rapports de solvabilité de **consommateurs internationaux** conformément à l'annexe A : Énoncé des travaux.

Les prix indiqués tiennent compte de toutes les exigences définies à l'annexe A : Énoncé des travaux.

L'Agence ne paiera que pour les recherches qui donnent lieu à une correspondance et produisent un rapport de solvabilité de consommateur international.

Directives

Les soumissionnaires doivent remplir le tableau intitulé *Tableau 3 – GROUPE C* fourni par voie électronique comme *Appendice 3-1 Tableau de proposition financière.xlsx*

Calcul du prix d'évaluation de la soumission

Le prix d'évaluation de la soumission pour le volet 5 sera calculé comme la somme des six (6) dernières années dans le *Tableau 3 – GROUPE C* du document *Appendice 3-1 Tableau de proposition financière.xlsx*.

GROUPE D: RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX INTERNATIONAUX

Les soumissionnaires doivent présenter un **prix unitaire plafond par rapport de solvabilité commercial international** en dollars canadiens, droit de douane et taxes d'accise inclus, taxes applicables exclues, pour chaque année du contrat et pour chaque année d'option du contrat pour la fourniture et la livraison de rapports de solvabilité **commerciaux internationaux** conformément à l'annexe A : Énoncé des travaux.

Les prix indiqués tiennent compte de toutes les exigences définies à l'annexe A : Énoncé des travaux.

L'Agence ne paiera que pour les recherches qui donnent lieu à une correspondance et produisent un rapport de solvabilité commercial international.

Directives

Les soumissionnaires doivent remplir le tableau intitulé *Tableau 4 – GROUPE D* fourni par voie électronique comme *Appendice 3-1 Tableau de proposition financière.xlsx*

Calcul du prix d'évaluation de la soumission

Le prix d'évaluation de la soumission pour le volet 6 sera calculé comme la somme des cinq (5) dernières années dans le *Tableau 4 – GROUPE D* du document *Appendice 3-1 Tableau de proposition financière.xlsx*.

PARTIE 7 Modèle de contrat

LE PRÉSENT DOCUMENT COMPORTE UNE EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à et font partie de tout contrat découlant de la demande de soumissions.

7.1 Révision du nom du ministère

Les références au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux ou au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux contenus dans toute condition ou clause du présent document doivent être interprétées comme des références au commissaire du revenu ou à l'Agence du revenu du Canada, selon le cas, à l'exception des clauses suivante :

- a) Clauses et conditions uniformisées; et
- b) Exigences relatives à la sécurité.

7.2 Restructuration de l'Agence

Dans les cas où le ministère ou l'organisme de l'autorité contractante est en cours d'être réorganisé, absorbé par un autre ministère ou organisme du gouvernement ou démantelé en entier, le commissaire peut, par remise d'un avis à l'entrepreneur, désigner une autre autorité contractante pour tout le contrat ou pour une partie de ce dernier.

7.3 Besoin

L'entrepreneur doit réaliser les travaux conformément à l'Énoncé des travaux (EDT) à l'annexe A ci-jointe et faisant partie du contrat.

7.3.1 Période du contrat

La période du contrat est de deux (2) ans à partir de la date d'attribution du contrat.

7.3.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus trois (3) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, sous les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte le fait que, pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

L'autorité contractante peut exercer une option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur à cet effet. L'option peut seulement être exercée par l'autorité contractante et sera indiquée, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.

7.3.3 OPTION D'AJOUTER, DE SUPPRIMER OU DE MODIFIER DES PRODUITS

En cas de besoin, en raison d'un changement aux exigences prévues par la loi, la politique ou les programmes, l'ARC se réserve le droit d'ajouter ou supprimer des produits ou des services dans le contrat, ainsi que de modifier des articles.

Dans l'éventualité où l'ARC a besoin d'un produit ou d'un service supplémentaire ou modifié, ou elle a besoin qu'une livraison soit effectuée à un lieu de l'ARC qui n'est pas indiqué dans le présent contrat, on demandera

à l'entrepreneur de fournir une proposition de prix pour le produit ou le service supplémentaire ou modifié, ou pour le nouveau lieu de l'ARC, en priorité par rapport à tout autre fournisseur potentiel.

L'option d'ajouter, de supprimer ou de modifier des produits, des services ou des lieux de livraison de l'ARC, peut seulement être exercée par l'autorité contractante et sera indiquée, à des fins administratives seulement, par une modification du contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

7.4 Divulgence des renseignements

L'entrepreneur accepte que l'Agence divulgue les prix unitaires indiqués dans le contrat à ses employés, mandataires et fonctionnaires au moyen de son outil interne de commerce électronique et accepte qu'il n'aura aucun droit de réclamation contre l'Agence, le ministre, l'utilisateur visé, les employés, les mandataires ou les fonctionnaires de l'Agence en lien avec cette divulgation.

7.5 Clauses et conditions uniformisées A0000C (2012-07-16)

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

Les clauses suivantes sont intégrées à titre de référence :

Référence CUA	Titre de la clause	Date
A2000C	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	2006-06-16
Ou A2001C	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)	2006-06-16
A3015C	Certifications	2014-06-26
A9117C	T1204 - demande directe du ministère client	2007-11-30
C2000C	Taxes - entrepreneur établi à l'étranger (<i>À déterminer au moment de l'attribution du contrat</i>)	2007-11-30
G1005C	Assurances	2008-05-12
H1001C	Paiements multiples	2008-05-12

7.6 Conditions générales

2035 (2016-04-04), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 01 intitulé «Interprétation» la définition de « Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » modifié comme suit : « Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » se réfère à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par l'Agence du revenu du Canada (ARC).

L'article 02 intitulé «Clauses et conditions uniformisées », est par la présente modifié afin de supprimer la phrase « Conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, L.C., 1996, ch. 16, ». Le reste de l'article 02 demeure inchangé.

L'article 08, intitulé « Condition du matériel », est par la présente supprimé dans son intégralité.

L'article 16 intitulé « Période de paiement » ne s'applique pas aux paiements effectués par cartes de crédit.

L'article 17 intitulé « Intérêt sur les comptes en souffrance » – Intérêt sur les comptes en souffrance ne s'applique pas aux paiements effectués par cartes de crédit.

L'article 21, intitulé « Droit de propriété », est par la présente supprimé dans son intégralité.

L'article 22 intitulé «Confidentialité»,

Le paragraphe 5 est par la présente modifié en vue de supprimer Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et d'insérez Agence du revenu du Canada (Agence).

Le paragraphe 6 est par la présente modifié afin de supprimer le passage « le Manuel de la sécurité industrielle de TPSGC et ses suppléments » et de le remplacer par « les Exigences en matière de sécurité pour la protection des renseignements de nature délicate », lesquelles sont publiées par la Direction de la sécurité et des affaires internes (DSAI) de l'Agence. Le reste de l'article 22 demeure inchangé.

L'article 26, intitulé « Responsabilité », est par la présente supprimé dans son intégralité.

L'article 31, intitulé « Manquement de la part de l'entrepreneur », est par la présente supprimé dans son intégralité et remplacé par ce qui suit :

Article 31 – Résiliation pour manquement

1. Si l'entrepreneur omet de s'acquitter de ses obligations en vertu du contrat, l'autorité contractante peut, en donnant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour cause de manquement. La résiliation entrera en vigueur immédiatement ou à l'expiration du délai imparti précisé dans l'avis, si l'entrepreneur n'a pas remédié au manquement à la satisfaction de l'autorité contractante pendant ce délai.
2. Si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, l'autorité contractante peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier sans délai le contrat ou une partie du contrat pour manquement.
3. Si le Canada donne un avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article. L'entrepreneur demeure redevable envers le Canada de tous les montants payés par celui-ci, y compris les paiements d'étape, ainsi que de toutes les pertes et de tous les dommages subis par le Canada en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'augmentation du coût, pour le Canada, de l'exécution des travaux par quelqu'un d'autre. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.

4. Par la présente, le Canada reconnaît que les activités de l'entrepreneur reposent entièrement sur les droits de propriété intellectuelle de l'entrepreneur relativement aux produits d'information en ligne, et que toute violation substantielle ou répétée de ces droits constitue une violation fondamentale de ce contrat, auquel cas, ce contrat sera immédiatement résilié.

5. Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, l'autorité contractante peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette au Canada, de la manière et dans la mesure qu'elle précise, toute partie des travaux complétée et qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que ce que l'entrepreneur a acquis ou produit spécialement aux fins d'exécuter le contrat. Dans ce cas, moyennant la déduction de toute créance du Canada envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, le Canada paiera à l'entrepreneur ou portera à son crédit :

a. la valeur de toutes les parties complétées des travaux qui ont été livrées au Canada et acceptées par celui-ci, calculée en fonction du prix contractuel, y compris la quote-part du profit ou des honoraires de l'entrepreneur inclus dans le prix contractuel; et

b. le coût, pour l'entrepreneur, que le Canada juge raisonnable à l'égard de tout autre élément qui a été livré au Canada et que le Canada a accepté.

Les sommes versées par le Canada en vertu du contrat, jusqu'à sa résiliation, et les sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent jamais dépasser, au total, le montant du prix contractuel.

6. À la résiliation du contrat, l'entrepreneur doit fournir au détenteur de la licence un accès continu à cette partie des produits d'information en ligne qui a été publiée et payée au cours de la période d'abonnement, que ce soit avec un accès électronique en ligne ou en fournissant des fichiers électroniques ou des CD-ROM/DVD au détenteur de la licence, ou encore en permettant au détenteur de la licence de créer une (1) copie de ce contenu si l'entrepreneur démontre, avec des motifs suffisants, qu'il ne peut pas fournir des fichiers électroniques.

7. Si le contrat est résilié pour manquement en vertu du paragraphe 1 et que l'on détermine plus tard que la résiliation pour manquement n'était pas fondée, l'avis sera considéré comme constituer un avis de résiliation pour des raisons de commodité émis en vertu du paragraphe 1 de l'article 32. »

L'article 41 intitulé « Dispositions relatives à l'intégrité – contrat », est par la présente supprimé dans sa totalité et est remplacé par ce qui suit :

La Directive sur l'intégrité des fournisseurs (DIF) incorporée par renvoi dans la demande de soumissions est incorporée au contrat et en fait partie intégrante. L'entrepreneur doit respecter les dispositions de la DIF laquelle se trouve sur le site Web de l'Agence du revenu du Canada <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/organisation/a-propos-agence-revenu-canada-arc/approvisionnements-a-arc/directive-integrite-fournisseurs-2.html>.

L'article 43, intitulé « Dispositions relatives à l'intégrité – contrat », est supprimé dans son intégralité.

L'article 45 intitulé « Code de conduite pour l'approvisionnement – soumission est par la présente supprimé dans sa totalité.

7.7 Conditions générales supplémentaires

Les Conditions générales supplémentaires 4008 (2008-12-12)- Renseignements personnels s'appliquent à et font partie du contrat.

7.8 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences en matière de sécurité qui suivent (LVERS et autres clauses connexes) s'appliquent et font partie du contrat.

- A. Exigences relatives à la sécurité – entrepreneurs canadiens Cote de protection et(ou) production des documents – avec systèmes d'ordinateurs
1. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens protégés, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent tous faire l'objet d'une enquête de sécurité en vigueur au niveau de Cote de fiabilité, délivrée par la Direction de la sécurité et des affaires internes (DSAI) de l'Agence du revenu du Canada (ARC) ou la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
 2. L'entrepreneur ne doit pas emporter de renseignements ou de biens protégés hors des établissements de travail visés et approuvés, et l'entrepreneur doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
 3. Le traitement des documents seulement au niveau PROTÉGÉ **B** est autorisé dans le cadre de ce contrat ou offre à commandes. Les travaux doivent être exécutés sur un système informatique autonome distinct dans l'établissement de l'entrepreneur ou sur un répertoire restreint accessible seulement aux membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant qui ont un accès sélectif officiel quant à l'exécution du contrat.
 4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité ne doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'ARC.
 5. L'entrepreneur doit respecter les dispositions:
 - a) La liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), annexée comme Annexe C du contrat; et
 - b) Exigences de sécurité pour la protection des renseignements de nature délicate émises par l'ARC, Direction de la sécurité et des affaires internes, et peuvent être trouvés à l'adresse suivant <http://www.cra-arc.gc.ca/gncy/prcrmnt/srtyrqrmnts-fra.html>.

B. Exigences relatives à la sécurité – entrepreneurs non canadiens Cote de protection et(ou) production des documents – avec systèmes d'ordinateurs

1. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens protégés, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent tous faire l'objet d'une enquête de sécurité en vigueur au niveau de Cote de fiabilité, délivrée par la Direction de la sécurité et des affaires internes (DSAI) de l'Agence du revenu du Canada (ARC) ou délivrée / approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. L'entrepreneur doit, pendant toute la période d'exécution du contrat, détenir un processus de protection des documents pour un établissement autorisé approuvé au niveau PROTÉGÉ B délivré ou approuvé par la DSICI; ou une lettre émise par la DSAI qui confirme que l'installation est approuvée et satisfait aux exigences de l'ARC en matière de sécurité.
3. Les contrats de sous-traitance conclus durant l'exécution du présent contrat doivent comporter les exigences en matière de sécurité se rapportant à un processus de protection des documents approuvés au niveau PROTÉGÉ B délivré ou approuvé par la DSICI ou être un établissement autorisé par la DSAI de l'ARC. Avant l'exécution de tout travail, l'entrepreneur doit s'assurer que le sous-traitant détient un processus de protection des documents pour un établissement autorisé au niveau PROTÉGÉ B délivré ou approuvé par la DSICI; ou une lettre émise par la DSAI qui confirme que l'installation est approuvée et satisfait aux exigences de l'ARC en matière de sécurité.
4. L'entrepreneur ne doit pas emporter de renseignements ou de biens protégés hors des établissements de travail visés et approuvés, et l'entrepreneur doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
5. Le traitement des documents seulement au niveau PROTÉGÉ B est autorisé dans le cadre de ce contrat ou offre à commandes. Les travaux doivent être exécutés sur un système informatique autonome distinct dans l'établissement de l'entrepreneur ou sur un répertoire restreint accessible seulement aux membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant qui ont un accès sélectif officiel quant à l'exécution du contrat.
6. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité ne doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'ARC.
7. L'entrepreneur doit respecter les dispositions:
 - a) La liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), annexée comme Annexe C du contrat; et
 - b) Exigences de sécurité pour la protection des renseignements de nature délicate émises par l'ARC, Direction de la sécurité et des affaires internes, et peuvent être trouvés à l'adresse suivant <http://www.cra-arc.gc.ca/gncy/prcrmnt/sctyrqrmnts-fra.html>.

7.8.1 Exigences en matière de sécurité de l'information

L'entrepreneur doit veiller à ce qui suit :

- a) L'accès aux renseignements protégés de l'Agence et aux systèmes renfermant ces renseignements est fourni aux membres du personnel ayant obtenu la cote de sécurité, et ce, uniquement selon le principe du besoin de savoir.
- b) Les systèmes informatiques sont pourvus d'antivirus, d'antimaliciels et d'antiespiogiciels à jour, et de mesures de protection.
- c) Les systèmes informatiques qui stockent les renseignements protégés de l'Agence doivent être assortis d'un contrôle d'accès (c'est-à-dire qu'il faut au moins un identificateur d'utilisateur et un mot de passe pour y accéder).
- d) Un économiseur d'écran s'affichera après 15 minutes d'inactivité. Il faudra donc saisir un mot de passe pour continuer la session.
- e) Tous les renseignements protégés de l'Agence doivent être supprimés ou détruits à la fin du contrat. Les disques durs doivent être nettoyés et les dispositifs de stockage de données portatifs (DSDP), comme les clés USB et les CD, doivent être retournés à l'Agence, et les documents papier doivent être déchiquetés à l'aide d'un destructeur de documents avec coupe en travers (2 mm x 15 mm).

7.8.2 Exigences en matière de sécurité de l'information sur les systèmes en nuage

Les renseignements protégés peuvent être conservés dans des systèmes infonuagiques, à condition que l'entrepreneur démontre sa capacité à protéger les données conformément à l'autorisation de détenir des renseignements (ADR) protégés autorisé par Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).

- a) L'entrepreneur doit démontrer que son système infonuagique a été officiellement évalué au niveau de confidentialité des renseignements qu'il stocke et doit présenter le certificat d'évaluation correspondant émis par le Centre canadien pour la cybersécurité (CCCS) au plus tard cinq (5) jours ouvrables sur la demande de l'Agence.

7.8.3 Exigences en matière de sécurité de l'information pour un poste de travail autonome

L'équipement autonome spécialisé (comme un ordinateur portable) peut être utilisé pour stocker les renseignements protégés de l'Agence et effectuer des travaux connexes.

L'entrepreneur doit veiller à ce qui suit :

- a) L'équipement utilisé pour stocker les renseignements protégés de l'Agence est entièrement chiffré selon les normes de l'Agence (le recours à MS BitLocker constitue la norme de l'Agence pour chiffrer entièrement le disque dur de l'équipement autonome).
- b) Les renseignements protégés de l'Agence doivent être stockés sur un DSDP (dispositif de stockage de données portatif) chiffré :
 - I. Les dispositifs USB doivent utiliser ce qui suit :
 - 1) le lecteur BitLocker To Go (BTG) de Microsoft, lequel constitue la norme de l'Agence pour chiffrer les dispositifs de stockage USB.
 - II. Les dispositifs de CD doivent utiliser ce qui suit :
 - 1) le logiciel File and Removable Media Protection de McAfee, lequel constitue l'une des normes de l'Agence pour chiffrer les CD;
 - 2) le logiciel WinZip, lequel constitue l'autre norme de l'Agence pour chiffrer les CD.
- c) Les DSDP ne doivent pas contenir un mélange de données de l'Agence et de données autres que celles de l'Agence.
- d) Les renseignements protégés envoyés par courriel sont contenus dans des pièces jointes chiffrées (le recours à WinZip constitue l'une des normes de l'Agence pour chiffrer les pièces jointes [en utilisant les normes de l'Agence] – voir ci-dessous pour consulter les règles de sécurité supplémentaires relatives à l'utilisation de WinZip).

7.8.4 Exigences en matière de sécurité de l'information pour un serveur de réseau

Le serveur de réseau peut être utilisé pour stocker les renseignements protégés de l'Agence et effectuer des travaux connexes.

L'entrepreneur doit veiller à ce qui suit :

- a) Les systèmes informatiques qui stockent les renseignements protégés de l'Agence sont entièrement chiffrés selon les normes de l'Agence.
- b) La structure des dossiers du réseau est créée, les permissions sont établies et l'accès est limité aux employés qui ont un besoin de savoir.
- c) La structure des dossiers du réseau ne contient pas un mélange de données de l'Agence et de données autres que celles de l'Agence.

7.8.5 Règles de sécurité supplémentaires concernant l'envoi de fichiers compressés (WinZip) par courriel

L'entrepreneur doit veiller à ce qui suit :

- a) La ligne d'objet du courriel ne contient pas de renseignements protégés.
- b) Les données protégées ne figurent pas dans le corps du texte (description) du courriel, mais plutôt dans les documents compressés et chiffrés (dans MS Word, Excel ou PowerPoint).
- c) Le nom du fichier compressé ne contient pas de renseignements protégés.
- d) La méthode de chiffrement est fondée sur le niveau de chiffrement AES 256 bits.
- e) Le mot de passe n'est pas un mot du dictionnaire ou un nom.
- f) La longueur du mot de passe est d'au moins huit caractères.
- g) Le mot de passe contient ce qui suit :
 - I. au moins une lettre minuscule (de « a » à « z »);
 - II. au moins une lettre majuscule (de « A » à « Z »);
 - III. au moins un chiffre (de « 0 » à « 9 »);
 - IV. au moins un symbole (!, @, #, \$, %, ^, &, ...).
- h) Le mot de passe ponctuel est fourni par téléphone ou dans un deuxième message électronique, mais il doit être envoyé uniquement après avoir reçu un accusé de réception du message contenant le fichier compressé ou chiffré.
- i) Le courriel est envoyé à une seule destination (une adresse électronique).

7.8.6 Règles de sécurité supplémentaires concernant le logiciel File and Removable Media Protection (Protection des fichiers et des supports amovibles) de McAfee

L'entrepreneur doit suivre le processus suivant pour déchiffrer un CD ou un DVD :

- a) Insérer le CD/DVD chiffré dans le lecteur optique. La fenêtre du support amovible File and Removable Media Protection de McAfee s'ouvrira. Si elle ne s'affiche pas automatiquement, naviguez jusqu'au lecteur CD et exécutez le fichier **MfeEERM.exe**.

7.8.7 Exigences en matière de sécurité physique

L'entrepreneur doit effectuer ce qui suit :

- a) Conserver les renseignements protégés de l'Agence dans un classeur verrouillé situé dans une salle verrouillée lorsqu'ils ne sont pas utilisés.
- b) Conserver les déchets protégés de l'Agence dans un classeur verrouillé jusqu'à ce qu'ils soient retournés à l'Agence aux fins de destruction.
- c) Signaler immédiatement toute perte réelle ou présumée ou toute divulgation non autorisée de renseignements à un agent de sécurité de l'Agence.
- d) Signaler immédiatement tout vol de biens de l'Agence (ordinateur portable) au Centre d'opération de l'Agence (COA) de la Direction de la sécurité et des affaires internes en composant le 1-866-362-0192, ainsi qu'à l'autorité fonctionnelle du contrat.

7.8.8 EN TRANSIT

L'entrepreneur doit effectuer ce qui suit :

- a) Faire preuve de discernement et veiller à ce que tous les efforts raisonnables soient déployés pour réduire au minimum les risques pour les biens ou les renseignements protégés de l'Agence en tout temps.
- b) Conserver les biens (ordinateur portable) et les renseignements protégés de l'Agence dans un porte-documents verrouillé lors de leur transport. Le porte-documents doit être muni d'une étiquette indiquant une adresse de retour ou de réexpédition et/ou le numéro de téléphone du bureau de l'entrepreneur. Lorsque le consultant externe se déplace à bord d'un véhicule, le porte-documents doit être placé dans un coffre verrouillé à l'abri des regards dans le véhicule verrouillé.
- c) Surveiller sans relâche le porte-documents qui contient des renseignements protégés de l'Agence et ne pas exposer de tels documents à la vue des autres, pendant qu'il utilise le système de transport en commun.

7.9 Responsables

7.9.1 Autorité contractante A1024C (2007-05-25)

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom:

Téléphone:

Télécopieur:

Adresse de courriel: **xxxxx** @cra-arc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.9.2 Chargé de projet A1024C (2007-05-25)

À être effectué à l'attribution du contrat.

Nom : _____

Adresse : _____

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Adresse de courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.9.3 Représentant de l'entrepreneur

À être effectué à l'attribution du contrat.

Nom : _____

Adresse : _____

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Adresse de courriel : _____

7.10 Protocole d'identification de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses employés, représentants officiels, directeurs, agents et sous-traitants (« représentant de l'entrepreneur ») se conformeront aux exigences d'auto-identification suivantes :

Le représentant de l'entrepreneur qui assiste à une rencontre interne ou externe du Gouvernement du Canada doit s'identifier comme étant le représentant de l'entrepreneur avant que la rencontre ne débute afin que chaque participant soit au courant que les participants ne sont pas tous des employés du gouvernement.

Au cours de l'exécution de n'importe quel travail sur un site du Gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit en tout temps être clairement identifié en tant que représentant de l'entrepreneur.

Si le représentant de l'entrepreneur doit se servir du système de courrier électronique dans l'exécution du travail, l'individu devra alors clairement s'identifier comme un employé non gouvernemental dans tous les courriers électroniques dans le bloc de signature ainsi que sous « propriétés ».

Ce protocole d'identification devra aussi être utilisé dans toute autre correspondance, communication et documentation.

7.11 Frais de déplacement et de subsistance

L'ARC ne couvrira pas les frais de déplacement et subsistance.

7.12 Lieu de l'exécution des travaux

Le travail sera effectué dans les locaux de l'entrepreneur.

7.12.1 Processus d'autorisation de tâches

L'entrepreneur ne commencera pas les travaux décrits dans le contrat avant d'avoir reçu l'autorisation de l'ARC de procéder avec les travaux.

L'ARC autorisera à sa seule discrétion les travaux auprès de l'entrepreneur en lui soumettant de l'une des façons suivantes un formulaire d'autorisation :

- Pour un accès en ligne : les utilisateurs approuvés par l'Agence ouvriront une session dans le portail Web de l'entrepreneur et soumettront des demandes de recherche conformément à l'annexe A : Énoncé des travaux.
- Pour un accès hors ligne : les utilisateurs approuvés par l'Agence soumettront des formulaires de demande de recherche par courriel conformément à l'annexe A : Énoncé des travaux.

7.12.2 Garantie des travaux minimums -Tous les travaux - d'autorisations de tâches

1. Dans cette clause,

« valeur maximale du contrat » signifie le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses » énoncée dans le contrat;

« valeur minimale du contrat » signifie cinq (5) % de la valeur maximale du contrat de la valeur du contrat original établie dans le contrat.

2. L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
3. Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.
4. Si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution, le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de cette clause.

7.12.3 Limite des dépenses - Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme de _____ \$ *(à insérer lors de l'attribution du contrat)*. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.

L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c. dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches, y compris toutes révisions, selon la première de ces conditions à se présenter.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.13 Inspection et acceptation

Tous les produits livrables conformément au présent contrat seront assujettis à l'inspection et à l'acceptation de l'utilisateur final.

7.14 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des Conditions générales. Les factures ne peuvent pas être soumises avant que tous les travaux indiqués sur la facture soient complétés. Chaque facture doit être appuyée par une copie du document de sortie et de tout autre document précisé dans le contrat;
2. Les factures doivent être distribuées comme suit : l'original et une (1) copie doivent être envoyés au responsable technique aux fins d'attestation et de paiement.

7.15 Base de paiement

La base de paiement sera reflétée dans le document d'attribution final dans l'annexe B.

7.16 Mode de paiement

À la discrétion du Canada, l'entrepreneur sera payé par dépôt direct, par carte de crédit ou par chèque.

À sa seule discrétion, le Canada peut changer le mode de paiement en tout temps pendant la durée du contrat, y compris toute prolongation de ce dernier, pour l'un ou l'autre des modes de paiement énoncés ci-dessus. Toutes les communications concernant le mode de paiement précis, y compris les changements qui y seront apportés, seront effectuées par écrit au moyen d'un courriel, puisque le Canada ne souhaite pas modifier officiellement ce contrat si le mode de paiement est changé.

L'entrepreneur est seul responsable de s'assurer que son organisation a le droit de recevoir un paiement du gouvernement du Canada.

7.16.1 Paiement par dépôt direct

L'entrepreneur devra accepter le dépôt direct pour effectuer le paiement des produits et/ou services décrits aux présentes. Les paiements par dépôt direct seront assujettis à l'article 16 – « Période de paiement » et à l'article 17 – « Intérêt sur les comptes en souffrance », tel qu'il est établi dans les conditions générales 2035 (2016-04-04) faisant partie du présent contrat.

En vue de soumettre ou de modifier une demande d'adhésion au paiement direct, l'entrepreneur doit remplir le formulaire Demande d'adhésion du fournisseur au mode de paiement électronique, qui est accessible à l'adresse suivante : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/formulaires-publications/formulaires/rc231.html>

L'entrepreneur est seul responsable de s'assurer que les renseignements et le numéro de compte qui sont soumis au Canada à l'aide du formulaire Demande d'adhésion du fournisseur au mode de paiement électronique sont à jour. Si les renseignements de l'entrepreneur qui figurent dans le formulaire Demande d'adhésion du fournisseur au mode de paiement électronique ne sont pas exacts ou à jour, les clauses indiquées à l'article 16 – « Période de paiement » et à l'article 17 – « Intérêt sur les comptes en souffrance », tel qu'il est établi dans les conditions

générales 2035 (2016-04-04) faisant partie du présent contrat ne s'appliqueront pas avant que l'entrepreneur ait réglé la question.

7.16.2 Paiement par carte de crédit

L'entrepreneur devra accepter les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) pour le paiement des produits et des services décrits aux présentes. Les paiements par carte de crédit ne seront pas assujettis à l'article 16 – « Période de paiement » et à l'article 17 – « Intérêt sur les comptes en souffrance », tel qu'il est établi dans les conditions générales 2035 (2016-04-04) faisant partie du présent contrat.

La carte d'achat de l'ARC est actuellement une MasterCard fournie par la Banque de Montréal. À tout moment pendant la durée du contrat, y compris pendant toute période d'option exercée, l'ARC se réserve le droit de modifier le type ou le fournisseur de sa carte d'achat.

7.16.3 Paiement par chèque

L'entrepreneur devra accepter les chèques du gouvernement du Canada pour le paiement des produits et des services décrits aux présentes.

7.17 Attestations

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si l'on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

7.17.1 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.18 Document sur la confidentialité (le cas échéant)

L'entrepreneur, à titre de personne employée par Sa Majesté la Reine du chef du Canada, doit signer l'attestation figurant à l'**annexe D**, afin de confirmer qu'il a lu les articles 239 et 241 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et les articles 295 et 328 de la *Loi sur la taxe d'accise*, qu'il comprend qu'il est assujéti aux dispositions susmentionnées et qu'il s'engage à les respecter. Ces articles de lois peuvent être consultés à l'adresse Web suivante (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/l-3.3/> et <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/e-15/>).

L'entrepreneur aura recours aux services des personnes requises pour exécuter ses responsabilités en vertu du présent contrat. Si l'entrepreneur embauche de telles personnes ou s'il conclut un contrat de services avec ces dernières, il sera également tenu de payer leur rémunération et toutes les dépenses connexes. De plus, l'entrepreneur embauchera des personnes dont les services seront utilisés pour le compte de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux fins des articles 239 et 241 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et des articles 295 et 328 de

la *Loi sur la taxe d'accise*. Chaque personne embauchée par l'entrepreneur devra, à titre de condition préalable visant à aider l'entrepreneur dans l'exécution de ses responsabilités en vertu du présent contrat, signer l'attestation figurant à l'annexe D ci-jointe, afin de confirmer qu'il a lu les articles 239 et 241 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et les articles 295 et 328 de la *Loi sur la taxe d'accise* et qu'il comprend qu'il est assujéti aux dispositions susmentionnées.

L'entrepreneur doit fournir des copies de l'ensemble des documents de reconnaissance exécutés à l'autorité contractante désignée dans la présente, avant d'entamer les travaux en vertu du présent contrat.

7.19 Coentreprises (NOTE aux soumissionnaires: cette clause sera éliminée à l'attribution du contrat si elle ne s'applique pas)

Si un contrat est attribué à une coentreprise, tous les membres de la coentreprise seront conjointement et solidairement responsables ou individuellement responsables de l'exécution de tout contrat subséquent.

Dans le cas d'une coentreprise contractuelle, aucun différend, aucune réclamation ou action en dommages-intérêts, qu'il soit fondé sur un contrat, un délit civil ou toute autre théorie du droit, découlant de quelque façon que ce soit de la demande de propositions, du contrat ou de tout document connexe ou émis par la suite, y compris, sans pour autant s'y limiter, les autorisations de travaux et les modifications au contrat, ne peut être présenté ou intenté contre l'ARC, y compris, sans pour autant s'y limiter, l'ensemble de ses agents et de ses employés ou de ses mandataires, à moins que chaque membre de la coentreprise soit partie à un tel différend, ou à une telle réclamation ou action en dommages-intérêts (selon le cas).

Le soumissionnaire devra obtenir, au préalable, l'approbation écrite de l'autorité contractante pour tout changement à la composition d'une coentreprise contractuelle après l'attribution du contrat. Tout changement à la composition d'une coentreprise contractuelle après l'attribution d'un contrat sans l'approbation écrite préalable de l'autorité contractante sera réputé être un manquement aux obligations en vertu du contrat.

La coentreprise déclare et garantit avoir désigné (inscrire le nom approprié au moment de l'attribution du contrat), « le membre principal », et lui avoir accordé les pleins pouvoirs pour agir à titre de représentant de l'ensemble des membres en vue de signer des documents relatifs au contrat, y compris, sans pour autant s'y limiter, les modifications au contrat et les autorisations de travaux.

S'il s'agit d'une coentreprise contractuelle, les paiements qui lui sont dus doivent tous être versés au membre principal de la coentreprise par l'Agence du revenu du Canada. Tout paiement versé au membre principal de la coentreprise sera réputé l'avoir été à la coentreprise et constituera une libération à l'égard de l'ensemble des membres de la coentreprise.

En signifiant un avis au membre principal de la coentreprise, l'Agence du revenu du Canada sera réputée avoir signifié cet avis à tous les membres de la coentreprise

7.20 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés.

7.21 Lois applicables SACC A9070C (2014-06-26)

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.22 Ordre de priorité des documents A9140C (2007-05-25)

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

1. les articles de la convention;
1. annexe E: Modalités relatives aux produits d'information en ligne du Canada
2. les conditions générales 2035 (2016-04-04) besoins plus complexes de services;
3. les conditions générales supplémentaires 4008 (2008-12-12 - Renseignements personnels;
4. annexe A : Énoncé des travaux;
5. annexe B : Base de paiement;
6. annexe C : Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (s'il y a lieu);
7. annexe D : Certifications de confidentialité;
8. la soumission de l'entrepreneur en date du (insérez la date de la soumission), telle que modifiée le (insérez la ou les dates de la ou des modifications, s'il y a lieu).
9. l'autorisation de tâches signée (y compris toutes annexes), s'il y a lieu.

7.23 Formation et initiation du personnel de l'entrepreneur

7.23.1 Formation et initiation du personnel de l'entrepreneur

Toute formation requise par une nouvelle ressource ou un remplaçant relèvera de l'entrepreneur, y compris la formation à l'intention de la ressource sur de nouveaux logiciels. L'entrepreneur assumera tous les coûts connexes, y compris ceux de la formation relative à la période d'initiation pendant le début du contrat et la période du contrat pour les remplaçants. La formation à l'intention des ressources pendant le début du contrat doit avoir lieu sans que le niveau de service ne soit atteint. Le temps consacré à cette formation ne sera pas facturé à l'ARC ni payé par cette dernière.

7.23.2 Période d'initiation

Avant la fin du contrat, il peut être nécessaire pour une autre partie d'entreprendre une période d'initiation et de formation avant la date de la fin. L'entrepreneur devra initier la nouvelle partie selon le processus décrit ci-dessus ou grâce à une autre approche négociée avec l'ARC et qui est acceptable par cette dernière.

7.24 Règlement extrajudiciaire des différends

NÉGOTIATION SUIVIE D'UNE MÉDIATION OBLIGATOIRE, PUIS D'UN ARBITRAGE OU D'UN LITIGE, Y COMPRIS LA POSSIBILITÉ D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF

En cas de différend entre les parties découlant du présent contrat ou lié à ce contrat ou de toute infraction au contrat, les parties conviennent de se rencontrer, de négocier de bonne foi et de tenter de résoudre le différend à l'amiable sans avoir recours aux tribunaux.

Si les parties ne réussissent pas à résoudre le différend au moyen de négociations dans les dix (10) jours ouvrables, elles conviennent de faire appel à un seul médiateur sélectionné conjointement par les parties afin de faciliter le règlement du différend. Tous les coûts seront assumés à parts égales par les parties en litige.

Si un différend ne peut pas être réglé au cours d'une période de quinze (15) jours civils suivant la nomination du médiateur, ou si les parties ne peuvent pas choisir de médiateur dans les quinze (15) jours civils suivant la date de l'envoi par une partie à une autre de l'avis d'intention de procéder à la médiation, ou toute autre période plus

longue convenue par les parties, les parties auront le droit de faire appel à tout autre recours légal, y compris, sans toutefois s'y limiter, un arbitre ou un juge.

Toutes les défenses reposant sur l'expiration d'un délai doivent être suspendues jusqu'à ce que la médiation prenne fin.

7.24.1 Administration du contrat

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) a été mis sur pied par le gouvernement du Canada de manière à offrir aux soumissionnaires canadiens un moyen indépendant de déposer des plaintes liées à l'attribution de certains contrats fédéraux, sans égard à leur valeur. Si vous avez des préoccupations au sujet de l'administration d'un contrat du gouvernement fédéral, vous pouvez communiquer avec le BOA par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca, par téléphone au 1-866-734-5169, ou par l'entremise de son site Web, à l'adresse www.opo-boa.gc.ca. Pour de plus amples renseignements sur les services du BOA, veuillez consulter le [Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement](#) ou le [site Web du BOA](#).

7.25 Limitation de la responsabilité

- a. Toute mention dans cet article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants et leurs employés.
- b. Que la réclamation soit fondée contractuellement, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite, la responsabilité de l'entrepreneur pour tous les dommages subis par le Canada et causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat de licence par l'entrepreneur se limite au prix du contrat. Cette limite ne s'applique pas aux cas suivants : a. toute violation des droits de propriété intellectuelle; b. tout manquement aux obligations de garantie.
- c. Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à un tiers en lien avec ce contrat, que la réclamation soit faite envers le Canada ou l'entrepreneur. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser ce montant au Canada.

7.26 Modalités relatives aux produits d'information en ligne du Canada

Veuillez consulter l'annexe E pour connaître les modalités relatives aux produits d'information en ligne du Canada.

Annexes

Les annexes suivantes s'appliquent au contrat et en font partie intégrante:

Annexe A : Énoncé des travaux

Annexe B : Base de paiement

Annexe C : Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

Annexe D : Certifications de confidentialité

Annexe E : Modalités relatives aux produits d'information en ligne du Canada

Annexe A : Énoncé des travaux

1.0 TITRE

RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS ET COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS ET INTERNATIONAUX

2.0 BUT

Obtenir l'accès aux rapports de solvabilité de consommateurs et commerciaux (sociétés, entreprises inscrites) des États-Unis et internationaux par l'intermédiaire d'un (1) fournisseur de services de rapports de solvabilité, sur demande.

3.0 GLOSSAIRE DES TERMES UTILISÉS DANS L'ÉNONCÉ DES TRAVAUX

- a) **Accès en ligne** : Accès électronique à un site Web au moyen d'une connexion Internet.
- b) **Accès hors ligne** : Accès à des données, comme les données qui se trouvent dans une base de données, sans recours à un site Web. L'accès hors ligne est fourni par courriel.
- c) **États-Unis** : États-Unis.
- d) **International** : N'importe quels pays et territoire autres que le Canada et les États-Unis.
- e) **Une recherche fructueuse** : Recherche qui produit un rapport de solvabilité où les renseignements d'identification du rapport (identification du consommateur ou identification de l'entreprise) correspondent aux renseignements de recherche (données de requête) saisis par l'utilisateur. En d'autres mots, l'intrant produit un bon rapport de solvabilité qui contient des renseignements pour tous les champs de données (là où ils existent) précisés à l'annexe A : Énoncé des travaux.

4.0 EXIGENCE

L'Agence du revenu du Canada a besoin d'un accès aux bases de données sur les rapports de solvabilité des États-Unis et internationaux, afin d'extraire des données de rapports de solvabilité de consommateurs et commerciaux, sur demande. L'accès aux rapports de solvabilité est divisé en groupes comme suit :

GROUPE A : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS DES ÉTATS-UNIS

L'entrepreneur doit fournir un accès en ligne (par un portail Web), sur demande, à une base de données de rapports de solvabilité de consommateurs des États-Unis qui doit contenir au moins dix (10) millions de dossiers de consommateurs américains.

GROUPE B : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS

L'entrepreneur doit fournir un accès, sur demande, à une base de données de rapports de solvabilité commerciaux des États-Unis qui doit contenir au moins cinq cent mille (500 000) dossiers commerciaux américains.

L'accès en ligne (par un portail Web) doit être fourni. Si un accès en ligne n'est pas disponible, un accès hors ligne (par courriel) doit être fourni.

GROUPE C : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS INTERNATIONAUX

L'entrepreneur doit fournir un accès, sur demande, à une base de données de rapports de solvabilité de consommateurs internationaux qui doit contenir au moins cinquante mille (50 000) dossiers de consommateurs internationaux.

L'accès en ligne (par un portail Web) doit être fourni. Si un accès en ligne n'est pas disponible, un accès hors ligne (par courriel) doit être fourni.

GROUPE D : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX INTERNATIONAUX

L'entrepreneur doit fournir un accès, sur demande, à une base de données de rapports de solvabilité commerciaux internationaux qui doit contenir au moins dix mille (10 000) dossiers commerciaux internationaux.

L'accès en ligne (par un portail Web) doit être fourni. Si un accès en ligne n'est pas disponible, un accès hors ligne (par courriel) doit être fourni.

Ce service appuie les processus de recherche de l'Agence qui sont utilisés pour protéger l'assiette fiscale du Canada. On estime que de 1 400 à 1 600 recherches seront effectuées chaque année, comme suit :

- a) Environ 50 % des recherches effectuées concerneront des rapports de consommateurs des États-Unis.
- b) Environ 20 % des recherches effectuées concerneront des rapports commerciaux des États-Unis.
- c) Environ 20 % des recherches effectuées concerneront des rapports de consommateurs internationaux.
- d) Environ 10 % des recherches effectuées concerneront des rapports commerciaux internationaux.

Pour chaque groupe, si un système en ligne basé sur Internet (ci-après, « système en ligne ») doit être créé ou modifié pour répondre aux besoins de cette exigence, l'entrepreneur doit le faire à ses propres frais.

Pour chaque groupe, l'entrepreneur doit aviser le chargé de projet et l'autorité contractante, par écrit, de tout changement apporté à l'apparence ou aux fonctions du système en ligne au moins 30 jours civils avant l'entrée en vigueur du changement.

Pour chaque groupe, l'entrepreneur doit aviser le chargé de projet, par écrit, de toute panne du système, prévue ou non. Pour les pannes prévues du système, l'avis doit être reçu au moins sept (7) jours civils avant l'interruption et pour les pannes imprévues du système, l'avis doit être reçu au plus tard quatre (4) heures après que la panne se produit.

4.1. ACCÈS AUX BASES DE DONNÉES DE RAPPORTS DE SOLVABILITÉ

4.1.1. EXIGENCES RELATIVES À L'ACCÈS EN LIGNE (PAR UN PORTAIL WEB)

Pour chaque groupe pour lequel un accès en ligne est fourni, l'entrepreneur doit :

- a) Fournir un accès à la base de données des rapports de solvabilité au moyen d'un système en ligne en utilisant, à tout le moins, la version 11 d'Internet Explorer.

- b) Fournir le localisateur de ressources uniforme (URL) [adresse du site Web] qui sera utilisé par les utilisateurs de l'Agence pour effectuer des recherches, récupérer des renseignements et imprimer des rapports de solvabilité en cas de recherches fructueuses.
- c) Fournir l'accès à la base de données des rapports de solvabilité entre 7 h et 23 h, heure normale de l'Est, au minimum, du lundi au vendredi (sauf les jours fériés fédéraux).
- d) Attribuer à l'Agence un code de membre masqué qui empêchera les autres clients ou membres de l'entrepreneur de savoir que l'Agence a accédé au dossier de crédit.
- e) Fournir un service à la clientèle, des services de technologie de l'information (TI), des rapports de solvabilité, des rapports d'utilisation et du matériel de formation en anglais et en français.

4.1.2. EXIGENCES RELATIVES À L'ACCÈS HORS LIGNE (PAR COURRIEL)

Pour chaque groupe pour lequel un accès hors ligne est fourni, l'entrepreneur doit :

- a) Fournir une adresse électronique qui sera utilisée par certains utilisateurs de l'Agence pour soumettre des demandes de recherche.
- b) Fournir l'accès hors ligne à la base de données des rapports de solvabilité entre 8 h et 18 h, heure normale de l'Est, au minimum, du lundi au vendredi (sauf les jours fériés fédéraux).
- c) Fournir le nom (prénom et nom de famille) d'au plus trois (3) représentants du service à la clientèle désignés qui seront responsables du traitement des demandes soumises par certains utilisateurs de l'Agence. Chaque représentant du service à la clientèle désigné doit avoir une cote de sécurité valide au niveau Cote de fiabilité, à tout le moins, dix (10) jours ouvrables après l'attribution du contrat.
- d) Fournir un formulaire remplissable (en format PDF, Microsoft Excel ou électronique) qui sera utilisé pour soumettre des demandes de recherche. Le formulaire doit être approuvé par le chargé de projet avant sa première utilisation.
- e) Attribuer à l'Agence un code de membre masqué qui empêchera les autres clients ou membres de l'entrepreneur de savoir que l'Agence a accédé au dossier de crédit.
- f) Fournir un service à la clientèle, des services de technologie de l'information (TI), des rapports de solvabilité, des rapports d'utilisation et du matériel de formation en anglais et en français.

4.2. COMPTES D'UTILISATEUR

Pour chaque groupe, la base de données des rapports de solvabilité de l'entrepreneur sera utilisée par certains employés de l'Agence et l'accès sera requis pour au moins deux cents (200) utilisateurs de l'Agence.

L'Agence se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer le nombre de comptes d'utilisateurs requis.

L'Agence attribuera un agent de première responsabilité (APR) à chaque bureau qui utilise ce service. S'il y a plus d'un groupe d'utilisateurs dans un bureau, il pourrait y avoir plus d'un APR dans un bureau. Chaque groupe pourrait avoir son propre APR et son propre compte. Chaque APR sera responsable de gérer tous les aspects de l'accès des utilisateurs pour son bureau ou son groupe d'utilisateurs.

L'entrepreneur ne doit pas accorder l'accès à de nouveaux APR, à des APR supplémentaires sans avoir l'approbation du chargé de projet. L'approbation sera fournie par courriel.

Lorsqu'il pourra être nécessaire de le faire, l'autorité contractante aura également le pouvoir de gérer l'accès de l'utilisateur.

4.3. RAPPORTS DE SOLVABILITÉ

4.3.1. GROUPE A : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS DES ÉTATS-UNIS

L'entrepreneur doit fournir un accès en ligne (par un portail Web) à une base de données des rapports de solvabilité de consommateurs des États-Unis.

La fonction de recherche de la base de données des rapports de solvabilité de consommateurs des États-Unis de l'entrepreneur doit, au minimum, accepter tous les éléments de données de recherche suivants pour permettre aux employés de l'Agence de mener des recherches :

- a) Prénom et nom de famille
- b) Numéro d'assurance sociale (NAS) ou numéro de sécurité sociale
- c) Adresse

La base de données des rapports de solvabilité de l'entrepreneur doit générer des rapports de solvabilité de consommateurs des États-Unis contenant tous les éléments de données obligatoires, indiqués dans le présent document avec un astérisque (*), qui existent pour les consommateurs voulus.

Les rapports de solvabilité de consommateurs des États-Unis doivent également contenir des éléments de données indiqués sans astérisque (*) si ces éléments existent pour les consommateurs voulus.

ÉLÉMENTS DE DONNÉES DES RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS DES ÉTATS-UNIS

i) Identification du consommateur

- a) Nom complet actuel (prénom et nom de famille)*
- b) Autres noms ou surnoms sous lesquels le consommateur est aussi connu (alias)*
- c) Numéros de téléphone actuels (résidentiel, professionnel, cellulaire)*
- d) Dates des numéros de téléphone actuels ajoutés au dossier
- e) Adresse actuelle*
- f) Date d'ajout de l'adresse actuelle au dossier
- g) Date de naissance*
- h) Numéro d'identification fiscale ou numéro de sécurité sociale*
- i) Date de la dernière activité au dossier
- j) Numéros de téléphone précédents (résidentiel, professionnel, cellulaire)
- k) Adresses précédentes
- l) Date d'établissement du dossier

ii) Renseignements sur l'emploi

- a) Nom de l'employeur actuel*
- b) Nom des employeurs précédents (si moins de deux [2] ans dans l'emploi actuel)

iii) Demandes de renseignements des membres

- a) Nom du membre*
- b) Adresse ou numéro de téléphone du membre
- c) Date de la demande de renseignements

iv) Renseignements commerciaux

- a) Dénomination sociale*
- b) Adresse ou numéro de téléphone de la société

- c) Nom du prêteur hypothécaire
- d) Adresse ou numéro de téléphone du prêteur hypothécaire
- e) Date de déclaration de l'élément
- f) Date d'ouverture du compte
- g) Crédit élevé (limite de crédit)
- h) Paiement mensuel
- i) Solde dû à la date de déclaration
- j) Montant dû en souffrance à la date de déclaration
- k) Date de la dernière activité dans le compte
- l) Cote de crédit

v) Renseignements sur l'institution financière

- a) Nom de l'institution financière*
- b) Adresse ou numéro de téléphone de l'institution financière
- c) Nom du prêteur hypothécaire
- d) Adresse ou numéro de téléphone du prêteur hypothécaire
- e) Date de déclaration de l'élément
- f) Type de compte
- g) Date d'ouverture du compte
- h) Solde approximatif du compte

vi) Renseignement du dossier public

- a) Renseignements sur les faillites et les événements d'insolvabilité
 - 1) Date de la faillite ou de l'événement d'insolvabilité
 - 2) Nom du fiduciaire ou numéro du fiduciaire
 - 3) Date de libération ou autre statut
 - 4) Numéro de dossier ou de référence
 - 5) Montant total du passif
 - 6) Montant total de l'actif
- b) Renseignements sur les éléments de recouvrement de tiers
 - 1) Date de déclaration de l'élément de recouvrement
 - 2) Renseignements sur les soldes en souffrance ou les paiements
 - 3) Numéro de dossier ou de référence
 - 4) Nom de l'organisme de recouvrement
 - 5) Statut de l'élément de recouvrement
- c) Renseignements sur les jugements
 - 1) Date de dépôt du jugement
 - 2) Renseignements sur les soldes en souffrance ou renseignements financiers
 - 3) Numéro de dossier ou de référence
 - 4) Nom du demandeur
 - 5) Statut du jugement
- d) Renseignements sur les prêts garantis
 - 1) Date de dépôt ou de déclaration d'un prêt garanti
 - 2) Montant du prêt ou renseignements financiers
 - 3) Numéro de dossier ou de référence
 - 4) Type de compte
 - 5) Date d'échéance
 - 6) Nom et adresse du créancier
 - 7) Nom de l'organisme du gouvernement déclarant
 - 8) Statut du prêt

4.3.2. GROUPE B : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS

L'entrepreneur doit fournir un accès en ligne (par un portail Web) ou hors ligne (par courriel) à une base de données de rapports de solvabilité commerciaux des États-Unis.

Quelle que soit la façon dont une demande de recherche est soumise par l'Agence, la fonction de recherche de la base de données des rapports de solvabilité commerciaux des États-Unis de l'entrepreneur doit, au minimum, accepter tous les éléments de données de recherche suivants pour permettre aux employés de l'Agence de mener des recherches :

- a) Nom commercial ou désignation sociale
- b) Adresse de l'entreprise, y compris le code postal
- c) Numéro de téléphone

Si un accès hors ligne est fourni, tous les représentants du service à la clientèle désignés de l'entrepreneur seront tenus de traiter chaque demande de recherche comme suit :

- 1) Envoyer un accusé de réception, par courriel, à l'utilisateur dans un délai de deux (2) jours ouvrables suivant la soumission de la demande.
- 2) Traiter la demande de recherche et répondre, par courriel, à l'utilisateur dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant l'accusé de réception.

La base de données des rapports de solvabilité de l'entrepreneur doit générer des rapports de solvabilité commerciaux des États-Unis contenant tous les éléments de données obligatoires, indiqués dans le présent document avec un astérisque (*), qui existent pour les sociétés et les entreprises voulues.

Les rapports de solvabilité commerciaux des États-Unis doivent également contenir des éléments de données indiqués sans astérisque (*) si ces éléments existent pour les sociétés et les entreprises voulues.

ÉLÉMENTS DE DONNÉES DES RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS

i) Identification de l'entreprise

- a) Nom commercial de la société*
- b) Dénomination commerciale de la société
- c) Adresse de l'entreprise*
- d) Numéro de téléphone*
- e) Date de la dernière consultation ou mise à jour du fichier
- f) Date d'établissement du dossier

ii) Renseignements sur l'entreprise

- a) Nom complet des dirigeants et des propriétaires*
- b) Nature de l'entreprise
- c) Date d'établissement ou d'inscription de l'entreprise
- d) Type et date de constitution en société
- e) Nombre d'employés
- f) Ventes annuelles et avoir net
- g) Type et valeur de l'inventaire et de l'équipement

iii) Demandes de renseignements des membres

- a) Date de la demande de renseignements
- b) Nom du membre
- c) Adresse ou numéro de téléphone du membre

iv) Renseignements commerciaux

- a) Dénomination sociale

- b) Adresse ou numéro de téléphone de la société
- c) Nom du prêteur hypothécaire
- d) Adresse ou numéro de téléphone du prêteur hypothécaire
- e) Date d'inscription de l'activité au dossier
- f) Date d'ouverture du compte
- g) Crédit le plus élevé déclaré
- h) Total en suspens sur le secteur d'activité
- i) Registre des paiements par période
- j) Historique des tendances en matière de paiement

v) Renseignements sur l'institution financière

- a) Nom de l'institution financière
- b) Adresse ou numéro de téléphone de l'institution financière
- c) Nom du prêteur hypothécaire
- d) Adresse ou numéro de téléphone du prêteur hypothécaire
- e) Date de déclaration de l'élément
- f) Type de compte
- g) Date d'ouverture du compte
- h) Solde approximatif du compte

vi) Dossier public

- a) Renseignements sur les faillites et les événements d'insolvabilité
 - 1) Date de la faillite ou de l'événement d'insolvabilité
 - 2) Nom du fiduciaire ou numéro du fiduciaire
 - 3) Date de libération ou autre statut
 - 4) Numéro de dossier ou de référence
 - 5) Montant total du passif
 - 6) Montant total de l'actif
- b) Renseignements sur les éléments de recouvrement de tiers
 - 1) Date de déclaration de l'élément de recouvrement
 - 2) Renseignements sur les soldes en souffrance ou les paiements
 - 3) Numéro de dossier ou de référence
 - 4) Nom de l'organisme de recouvrement
 - 5) Statut de l'élément de recouvrement
- c) Renseignements sur les éléments juridiques
 - 1) Date de dépôt de l'élément juridique
 - 2) Renseignements sur les soldes en souffrance ou renseignements financiers
 - 3) Numéro de dossier ou de référence
 - 4) Nom du demandeur
 - 5) Statut de l'élément juridique

4.3.3. GROUPE C : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS INTERNATIONAUX

L'entrepreneur doit fournir un accès en ligne (par un portail Web) ou hors ligne (par courriel) à une base de données de rapports de solvabilité de consommateurs internationaux.

Quelle que soit la façon dont une demande de recherche est soumise par l'Agence, la fonction de recherche de la base de données des rapports de solvabilité de consommateurs internationaux de l'entrepreneur doit, au minimum, accepter l'élément de données de recherche suivant pour permettre aux employés de l'Agence de mener des recherches :

- a) Prénom et nom de famille

Si un accès en ligne est fourni, le portail Web de l'entrepreneur doit afficher le coût estimatif du rapport de solvabilité de consommateur international et demander à l'utilisateur de l'Agence d'accepter le coût avant de lui permettre de présenter la demande de recherche. Le coût estimatif du rapport de solvabilité de consommateur ne doit pas dépasser le taux plafond indiqué à l'annexe B.

Si un accès hors ligne est fourni, tous les représentants du service à la clientèle désignés de l'entrepreneur seront tenus de traiter chaque demande de recherche comme suit :

- 1) Envoyer un accusé de réception, par courriel, à l'utilisateur dans un délai de deux (2) jours ouvrables suivant la soumission de la demande.
- 2) Indiquer le coût estimatif de la recherche, par courriel, à l'utilisateur aux fins d'approbation pour procéder à la recherche.
- 3) Si le coût est approuvé par l'utilisateur, traiter la demande de recherche et répondre, par courriel, à l'utilisateur dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant l'approbation.
- 4) Si le coût n'est pas approuvé, annuler la demande de recherche et fournir une confirmation, par courriel, à l'utilisateur pour l'informer que la demande de recherche a été annulée.

La base de données des rapports de solvabilité de l'entrepreneur doit générer des rapports de solvabilité de consommateurs internationaux contenant tous les éléments de données obligatoires, indiqués dans le présent document avec un astérisque (*), qui existent pour les consommateurs voulus.

Les rapports de solvabilité de consommateurs internationaux doivent également contenir des éléments de données indiqués sans astérisque (*) si ces éléments existent pour les consommateurs voulus.

ÉLÉMENTS DE DONNÉES DES RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS INTERNATIONAUX

i) Identification du consommateur

- a) Nom complet actuel (prénom et nom de famille)*
- b) Autres noms ou surnoms sous lesquels le consommateur est aussi connu (alias)
- c) Numéros de téléphone actuels (résidentiel, professionnel, cellulaire)
- d) Dates des numéros de téléphone actuels ajoutés au dossier
- e) Adresse actuelle*
- f) Date d'ajout de l'adresse actuelle au dossier
- g) Date de naissance*
- h) Numéro d'identification fiscale*
- i) Date de la dernière activité au dossier
- j) Numéros de téléphone précédents (résidentiel, professionnel, cellulaire)
- k) Adresses précédentes
- l) Date d'établissement du dossier

ii) Renseignements sur l'emploi

- a) Nom de l'employeur actuel
- b) Nom des employeurs précédents (si moins de deux [2] ans dans l'emploi actuel)

iii) Demandes de renseignements des membres

- a) Date de la demande de renseignements
- b) Nom du membre
- c) Adresse ou numéro de téléphone du membre

iv) Renseignements commerciaux

- a) Dénomination sociale
- b) Adresse ou numéro de téléphone de la société
- c) Nom du prêteur hypothécaire
- d) Adresse ou numéro de téléphone du prêteur hypothécaire

- e) Date de déclaration de l'élément
- f) Date d'ouverture du compte
- g) Crédit élevé (limite de crédit)
- h) Paiement mensuel
- i) Solde dû à la date de déclaration
- j) Montant dû en souffrance à la date de déclaration
- k) Date de la dernière activité dans le compte
- l) Cote de crédit

v) Renseignements sur l'institution financière

- a) Nom de l'institution financière
- b) Adresse ou numéro de téléphone de l'institution financière
- c) Nom du prêteur hypothécaire
- d) Adresse ou numéro de téléphone du prêteur hypothécaire
- e) Date de déclaration de l'élément
- f) Type de compte
- g) Date d'ouverture du compte
- h) Solde approximatif du compte

vi) Renseignement du dossier public

- a) Renseignements sur les faillites et les événements d'insolvabilité
 - 1) Date de la faillite ou de l'événement d'insolvabilité
 - 2) Nom du fiduciaire ou numéro du fiduciaire
 - 3) Date de libération ou autre statut
 - 4) Numéro de dossier ou de référence
 - 5) Montant total du passif
 - 6) Montant total de l'actif
- b) Renseignements sur les éléments de recouvrement de tiers
 - 1) Date de déclaration de l'élément de recouvrement
 - 2) Renseignements sur les soldes en souffrance ou les paiements
 - 3) Numéro de dossier ou de référence
 - 4) Nom de l'organisme de recouvrement
 - 5) Statut de l'élément de recouvrement
- c) Renseignements sur les jugements
 - 1) Date de dépôt du jugement
 - 2) Renseignements sur les soldes en souffrance ou renseignements financiers
 - 3) Numéro de dossier ou de référence
 - 4) Nom du demandeur
 - 5) Statut du jugement
- d) Renseignements sur les prêts garantis
 - 1) Date de dépôt ou de déclaration d'un prêt garanti
 - 2) Montant du prêt ou renseignements financiers
 - 3) Numéro de dossier ou de référence
 - 4) Type de compte
 - 5) Date d'échéance
 - 6) Nom et adresse du créancier
 - 7) Nom de l'organisme du gouvernement déclarant
 - 8) Statut du prêt

4.3.4. GROUPE D : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX INTERNATIONAUX

L'entrepreneur doit fournir un accès en ligne (par un portail Web) ou hors ligne (par courriel) à une base de données de rapports de solvabilité commerciaux internationaux. Si un accès en ligne n'est pas disponible, l'entrepreneur doit fournir un accès hors ligne (par courriel).

Quelle que soit la façon dont une demande de recherche est soumise, la fonction de recherche de la base de données des rapports de solvabilité commerciaux internationaux de l'entrepreneur doit, au minimum, accepter tous les éléments de données de recherche suivants pour permettre aux employés de l'Agence de mener des recherches :

- a) Nom commercial ou désignation sociale
- b) Adresse de l'entreprise, y compris le code postal
- c) Numéro de téléphone

Si un accès en ligne est fourni, le portail Web de l'entrepreneur doit afficher le coût estimatif du rapport de solvabilité commercial international et demander à l'utilisateur de l'Agence d'accepter le coût avant de lui permettre de présenter la demande de recherche. Le coût estimatif du rapport de solvabilité de consommateur ne doit pas dépasser le taux plafond indiqué à l'annexe B.

Si un accès hors ligne est fourni, tous les représentants du service à la clientèle désignés de l'entrepreneur seront tenus de traiter chaque demande de recherche comme suit :

- 1) Envoyer un accusé de réception, par courriel, à l'utilisateur dans un délai de deux (2) jours ouvrables suivant la soumission de la demande.
- 2) Indiquer le coût estimatif de la recherche, par courriel, à l'utilisateur aux fins d'approbation pour procéder à la recherche.
- 3) Si le coût est approuvé par l'utilisateur, traiter la demande de recherche et répondre, par courriel, à l'utilisateur dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant l'approbation.
- 4) Si le coût n'est pas approuvé, annuler la demande de recherche et fournir une confirmation, par courriel, à l'utilisateur pour l'informer que la demande de recherche a été annulée.

La base de données des rapports de solvabilité de l'entrepreneur doit générer des rapports de solvabilité commerciaux internationaux contenant tous les éléments de données obligatoires, indiqués dans le présent document avec un astérisque (*), qui existent pour les sociétés et les entreprises voulues.

Les rapports de solvabilité commerciaux internationaux doivent également contenir des éléments de données indiqués sans astérisque (*) si ces éléments existent pour les sociétés et les entreprises voulues.

ÉLÉMENTS DE DONNÉES DES RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX INTERNATIONAUX

i) Identification de l'entreprise

- a) Nom commercial de la société*
- b) Dénomination commerciale de la société
- c) Adresse de l'entreprise*
- d) Numéro de téléphone
- e) Date de la dernière consultation ou mise à jour du fichier
- f) Date d'établissement du dossier

ii) Renseignements sur l'entreprise

- a) Nom complet des dirigeants et des propriétaires*
- b) Nature de l'entreprise
- c) Date d'établissement ou d'inscription de l'entreprise
- d) Type et date de constitution en société
- e) Nombre d'employés
- f) Ventes annuelles et avoir net

- g) Type et valeur de l'inventaire et de l'équipement

iii) Demandes de renseignements des membres

- a) Date de la demande de renseignements
- b) Nom du membre
- c) Adresse ou numéro de téléphone du membre

iv) Renseignements commerciaux

- a) Dénomination sociale
- b) Adresse ou numéro de téléphone de la société
- c) Nom du prêteur hypothécaire
- d) Adresse ou numéro de téléphone du prêteur hypothécaire
- e) Date d'inscription de l'activité au dossier
- f) Date d'ouverture du compte
- g) Crédit le plus élevé déclaré
- h) Total en suspens sur le secteur d'activité
- i) Registre des paiements par période
- j) Historique des tendances en matière de paiement

v) Renseignements sur l'institution financière

- a) Nom de l'institution financière
- b) Adresse ou numéro de téléphone de l'institution financière
- c) Nom du prêteur hypothécaire
- d) Adresse ou numéro de téléphone du prêteur hypothécaire
- e) Date de déclaration de l'élément
- f) Type de compte
- g) Date d'ouverture du compte
- h) Solde approximatif du compte

vi) Dossier public

- a) Renseignements sur les faillites et les événements d'insolvabilité
 - 1) Date de la faillite ou de l'événement d'insolvabilité
 - 2) Nom du fiduciaire ou numéro du fiduciaire
 - 3) Date de libération ou autre statut
 - 4) Numéro de dossier ou de référence
 - 5) Montant total du passif
 - 6) Montant total de l'actif
- b) Renseignements sur les éléments de recouvrement de tiers
 - 1) Date de déclaration de l'élément de recouvrement
 - 2) Renseignements sur les soldes en souffrance ou les paiements
 - 3) Numéro de dossier ou de référence
 - 4) Nom de l'organisme de recouvrement
 - 5) Statut de l'élément de recouvrement
- c) Renseignements sur les éléments juridiques
 - 1) Date de dépôt de l'élément juridique
 - 2) Renseignements sur les soldes en souffrance ou renseignements financiers
 - 3) Numéro de dossier ou de référence
 - 4) Nom du demandeur
 - 5) Statut de l'élément juridique

Pour chaque groupe, l'Agence ne paiera que pour les recherches fructueuses qui produisent des rapports de solvabilité.

Si d'autres éléments de données qui ne sont pas énumérés dans le présent document sont disponibles, l'entrepreneur peut également les fournir dans les rapports de solvabilité, et ce, sans frais supplémentaires.

Si la convention d'appellation de l'entrepreneur pour une partie ou la totalité des éléments de données énumérés dans le présent document diffère de la convention d'appellation utilisée dans le présent énoncé des travaux, l'entrepreneur doit fournir un glossaire indiquant les différences.

4.4. RAPPORTS D'UTILISATION

Les rapports d'utilisation sont des rapports qui résument les demandes de l'Agence en ce qui a trait au volume et à la valeur.

4.4.1. RAPPORT DE RÉFÉRENCE SUR L'UTILISATION NATIONALE

Pour chaque groupe, l'entrepreneur doit fournir des rapports de référence sur l'utilisation nationale :

- a) Sans coût supplémentaire pour l'Agence;
- b) En format Microsoft (MS) Excel.

Le rapport de référence mensuel sur l'utilisation nationale doit :

- a) Être fourni en anglais;
- b) Être fourni tous les mois, par courriel, au chargé de projet et à l'autorité contractante de l'Agence;
- c) Être basé sur l'utilisation au cours d'un mois civil (du premier jour du mois jusqu'au dernier jour du mois);
- d) Indiquer le volume total des rapports obtenus par bureau ou par compte et le montant facturé correspondant;
et
- e) Être livré le premier lundi ouvrable de chaque mois.

Le rapport de référence annuel sur l'utilisation nationale doit :

- a) Être fourni en anglais;
- b) Être fourni une fois par année, par courriel, au chargé de projet et à l'autorité contractante de l'Agence;
- c) Être basé sur l'utilisation au cours de l'année civile (du 1^{er} janvier au 31 décembre);
- d) Afficher l'utilisation mensuelle pour l'année civile; et
- e) Être livré le dernier jour ouvrable de janvier suivant la fin de l'année civile.

Les volumes et les montants facturés seront en fonction de la fréquence du rapport : tous les mois ou tous les ans. S'il s'agit d'un rapport annuel, il doit indiquer le volume et le coût totaux pour l'année. S'il s'agit d'un rapport mensuel, il doit indiquer le volume et les coûts totaux pour le mois pour lequel le rapport a été créé.

Le volume total des rapports de solvabilité doit être basé sur le nombre total de recherches effectuées : les recherches non fructueuses et les recherches fructueuses. Le rapport d'utilisation doit indiquer des chiffres distincts pour les recherches fructueuses et infructueuses, et en dresser la liste en indiquant le coût correspondant aux recherches fructueuses. Le montant total facturé est le coût total des recherches fructueuses et doit être présenté de la façon suivante :

- a) Sous-total (coût avant taxes)
- b) Taxes
- c) Total (taxes incluses)

Chaque rapport de référence de l'utilisation nationale doit être présenté de la façon suivante :

- a) Numéro d'identification (ID) du client (appelé un compte)

- b) Ministère, nom du bureau ou nom du BPR
- c) Adresse
- d) Ville
- e) Type de recherche ou de rapport
- f) Recherches non fructueuses
- g) Recherches fructueuses
- h) Coût des recherches fructueuses (tel que ci-dessus)

4.4.2. RAPPORT SUR L'UTILISATION DES BUREAUX INDIVIDUELS

Pour chaque groupe, l'entrepreneur doit fournir des rapports mensuels sur l'utilisation des bureaux individuels :

- a) Sans coût supplémentaire pour l'Agence;
- b) En format Microsoft (MS) Excel.

Les rapports mensuels sur l'utilisation des bureaux individuels doivent :

- a) Être fournis en anglais et en français aux bureaux de l'Agence dans la région du Québec;
- b) Être fournis en anglais dans les bureaux de l'Agence dans toutes les autres régions;
- c) Être fournis sur une base mensuelle par courriel à chaque BPR; et
- d) Être en fonction de l'utilisation au cours d'un mois civil (du premier jour du mois jusqu'au dernier jour du mois);
- e) Être livré le premier lundi ouvrable de chaque mois.

Le rapport mensuel sur l'utilisation des bureaux individuels indiquera la liste de tous les rapports de solvabilité obtenus. Pour chaque rapport de solvabilité obtenu, le rapport doit préciser tous les renseignements suivants :

- a) La date à laquelle le rapport de solvabilité a été obtenu;
- b) L'identification, qui renvoie à un identifiant d'utilisateur unique d'ouverture de session ou à une adresse électronique valide de l'Agence, utilisée pour obtenir le rapport de solvabilité;
- c) Le nom du consommateur ou de la société ou de l'entreprise pour lequel le rapport de solvabilité a été obtenu;
- d) Le coût du rapport de solvabilité;

Le volume total des rapports de solvabilité doit être basé sur le nombre total de recherches effectuées pendant le mois : les recherches non fructueuses et les recherches fructueuses. Le rapport d'utilisation mensuel doit indiquer des chiffres distincts pour les recherches fructueuses et infructueuses, et en dresser la liste en indiquant le coût correspondant aux recherches fructueuses. Le montant total facturé pour le mois est le coût total des recherches fructueuses et doit être présenté de la façon suivante :

- a) Sous-total (coût avant taxes)
- b) Taxes
- c) Total (taxes incluses)

4.5. FORMATION

Pour chaque groupe, l'entrepreneur doit fournir à l'Agence, sur demande, et le cas échéant, du matériel de formation pour l'utilisation de la base de données des rapports de solvabilité et du système en ligne.

Le matériel de formation doit être fourni en version électronique et sans frais supplémentaires pour l'Agence.

Le matériel de formation portera sur des domaines précis, y compris, sans toutefois s'y limiter :

- a) L'accès à la base de données des rapports de solvabilité et au système en ligne, et leur utilisation (s'il y a lieu);
- b) L'interprétation et la compréhension des renseignements fournis dans les rapports de solvabilité;

- c) Tout renseignement supplémentaire qui pourrait fournir des avantages liés à l'utilisation des rapports de solvabilité.

4.6. LIGNE DE SOUTIEN À LA CLIENTÈLE

Pour chaque groupe, l'entrepreneur doit avoir en place un numéro de téléphone sans frais, une ligne de soutien à la clientèle à composition directe, des représentants au soutien à la clientèle entièrement formés disponibles entre 8 h et 20 h, heure normale de l'Est, au minimum, du lundi au vendredi (sauf les jours fériés). Les représentants doivent être en mesure de répondre aux questions générales et fournir de l'aide technique.

4.7. ACCÈS DES UTILISATEURS

4.7.1. ACCÈS DES UTILISATEURS EN LIGNE

Pour chaque groupe pour lequel un accès en ligne (par un portail Web) est fourni, l'entrepreneur doit fournir à chaque utilisateur de l'Agence désigné un identificateur d'utilisateur unique pour l'ouverture de session et un mot de passe temporaire pour accéder à son système en ligne. L'accès permettra à chaque utilisateur de l'Agence désigné de mener des recherches et d'obtenir des rapports de solvabilité.

Il incombera à chaque BPR de communiquer avec l'entrepreneur et de demander les identifiants d'utilisateurs requis pour l'ouverture de session et les mots de passe temporaires correspondants pour les utilisateurs, ou de demander des changements aux identifiants d'utilisateurs et aux mots de passe existants. Les identifiants d'utilisateurs pour l'ouverture de session et les mots de passe temporaires doivent être fournis aux BPR ou aux utilisateurs dans un délai de quarante-huit (48) heures ouvrables suivant la demande.

Par ailleurs, si le système en ligne de l'entrepreneur le permet, chaque BPR aura le profil pour gérer les utilisateurs afin d'ajouter des utilisateurs, supprimer des utilisateurs, modifier des profils d'utilisateurs ou réinitialiser des mots de passe.

Au premier accès avec un mot de passe temporaire, le système en ligne doit demander à l'utilisateur de changer le mot de passe pour un de son choix.

L'écran d'ouverture de session initial doit donner à l'utilisateur l'option de sélectionner la langue de préférence (anglais ou français). Une fois que la langue est sélectionnée, tous les renseignements au cours de l'ouverture de la session doivent être présentés dans la langue sélectionnée.

Les identifiants d'utilisateurs pour l'ouverture de session et les mots de passe fournis à l'Agence ne doivent être mis qu'à la disposition de l'Agence et ne doivent pas être diffusés à d'autres personnes ou parties. Les renseignements pour l'ouverture de session (identifiants d'utilisateurs et mots de passe) et les éléments de recherche (noms des consommateurs et des entreprises, numéros d'assurance sociale et adresses) doivent être protégés par une couche de sockets sécurisée (SSL).

4.7.2. ACCÈS DES UTILISATEURS HORS LIGNE

Pour chaque groupe pour lequel un accès hors ligne (par courriel) est fourni, l'entrepreneur doit fournir l'accès à la base de données à chaque utilisateur de l'Agence désigné ayant une adresse électronique valide de l'Agence. Le domaine d'une adresse électronique valide de l'Agence est le suivant : @cra-arc.gc.ca. L'accès permettra à chaque utilisateur de l'Agence désigné de demander des recherches et d'obtenir des rapports de solvabilité.

L'entrepreneur doit communiquer dans la langue de préférence de l'utilisateur (français ou anglais), comme il est indiqué dans chaque demande, et toutes les communications entre l'entrepreneur et les utilisateurs de l'Agence doivent être faites par courriel. La communication comprendra des éléments tels que, sans toutefois s'y limiter,

l'accusé de réception de la demande, l'indication du coût de la recherche et l'approbation de la demande de recherche.

L'entrepreneur ne doit pas donner les adresses électroniques de l'Agence à d'autres personnes ou parties, et les éléments de recherche (noms des consommateurs et des entreprises, numéros d'assurance sociale et adresses) doivent être protégés.

4.8 DISPONIBILITÉ DE LA BASE DE DONNÉES DES RAPPORTS DE SOLVABILITÉ

4.8.1. DISPONIBILITÉ DE LA BASE DE DONNÉES DES RAPPORTS DE SOLVABILITÉ AVEC ACCÈS EN LIGNE

Pour chaque groupe pour lequel un accès en ligne (par un portail Web) est fourni, la base de données des rapports de solvabilité de l'entrepreneur doit être accessible par les utilisateurs de l'Agence entre 7 h et 23 h, heure normale de l'Est, au minimum, du lundi au vendredi (à l'exception des jours fériés fédéraux).

L'entrepreneur doit surveiller la disponibilité de la base de données et envoyer des rapports trimestriels écrits, par courriel au sujet du niveau de disponibilité au cours de chaque mois civil couvert dans le rapport trimestriel.

Le rapport doit être envoyé au chargé de projet dans un délai de trente (30) jours civils suivant la fin du trimestre visé par le rapport.

Si l'entrepreneur ne respecte pas le niveau de disponibilité minimal au cours d'un mois donné, il doit soumettre un plan d'action, sous réserve de l'approbation du chargé de projet, avec les dates d'achèvement pour rétablir la disponibilité au niveau minimal.

L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut surveiller le niveau de disponibilité minimum à tout moment au cours de la période du contrat.

4.8.2. DISPONIBILITÉ DE LA BASE DE DONNÉES DES RAPPORTS DE SOLVABILITÉ AVEC ACCÈS HORS LIGNE

Pour chaque groupe pour lequel un accès hors ligne (par courriel) est fourni, l'entrepreneur doit :

- a) Être disponible pour recevoir les demandes de recherche de l'Agence entre 8 h et 18 h, heure normale de l'Est, au minimum, du lundi au vendredi (sauf les jours fériés fédéraux).

Si l'entrepreneur ne respecte pas le niveau de disponibilité minimal au cours d'un mois donné, il doit soumettre un plan d'action, sous réserve de l'approbation du chargé de projet, avec les dates d'achèvement pour rétablir la disponibilité au niveau minimal.

L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut surveiller le niveau de disponibilité minimum à tout moment au cours de la période du contrat.

Annexe B: Base de paiement**GROUPE A : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS DES ÉTATS-UNIS**

L'entrepreneur doit être payé un prix unitaire ferme pour chaque rapport de solvabilité de consommateur des États-Unis fourni à l'Agence sur demande, conformément à l'annexe A : Énoncé des travaux. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le prix sera inscrit au moment de l'attribution du contrat, selon les prix soumis par l'entrepreneur à l'appendice 3 : Proposition financière.

	Prix unitaire ferme par rapport de solvabilité de consommateur des États-Unis
Exigence ferme : période initiale du contrat de deux (2) ans	_____ \$
Première (1 ^{re}) année d'option	_____ \$
Deuxième (2 ^e) année d'option	_____ \$
Troisième (3 ^e) année d'option	_____ \$

Tous les paiements sont assujettis à une vérification publique.

GROUPE B : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS

L'entrepreneur doit être payé un prix unitaire ferme pour chaque rapport de solvabilité commercial des États-Unis fourni à l'Agence sur demande, conformément à l'annexe A : Énoncé des travaux. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le prix sera inscrit au moment de l'attribution du contrat, selon les prix soumis par l'entrepreneur à l'appendice 3 : Proposition financière.

	Prix unitaire ferme par rapport de solvabilité commercial des États-Unis
Exigence ferme : période initiale du contrat de deux (2) ans	_____ \$
Première (1 ^{re}) année d'option	_____ \$
Deuxième (2 ^e) année d'option	_____ \$
Troisième (3 ^e) année d'option	_____ \$

Tous les paiements sont assujettis à une vérification publique.

GROUPE C : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ DE CONSOMMATEURS INTERNATIONAUX

L'entrepreneur doit être payé jusqu'à concurrence du prix unitaire plafond pour chaque rapport de solvabilité de consommateur international fourni à l'Agence sur demande, conformément à l'annexe A : Énoncé des travaux. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le prix unitaire plafond pour les rapports de solvabilité de consommateurs internationaux est assujéti à un redressement à la baisse seulement, conformément au prix proposé de l'entrepreneur en réponse à chaque demande de recherche soumise, et approuvé par l'Agence.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le prix sera inscrit au moment de l'attribution du contrat, selon les prix soumis par l'entrepreneur à l'appendice 3 : Proposition financière.

	Prix unitaire plafond par rapport de solvabilité de consommateur international
Exigence ferme : période initiale du contrat de deux (2) ans	_____ \$
Première (1^{re}) année d'option	_____ \$
Deuxième (2^e) année d'option	_____ \$
Troisième (3^e) année d'option	_____ \$

Tous les paiements sont assujettis à une vérification publique.

GROUPE D : RAPPORTS DE SOLVABILITÉ COMMERCIAUX INTERNATIONAUX

L'entrepreneur doit être payé jusqu'à concurrence du prix unitaire plafond pour chaque rapport de solvabilité commercial international fourni à l'Agence sur demande, conformément à l'annexe A : Énoncé des travaux. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le prix unitaire plafond pour les rapports de solvabilité commerciaux internationaux est assujéti à un redressement à la baisse seulement, conformément au prix proposé de l'entrepreneur en réponse à chaque demande de recherche soumise, et approuvé par l'Agence.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le prix sera inscrit au moment de l'attribution du contrat, selon les prix soumis par l'entrepreneur à l'appendice 3 : Proposition financière.

	Prix unitaire plafond par rapport de solvabilité commercial international
Exigence ferme : période initiale du contrat de deux (2) ans	_____ \$
Première (1^{re}) année d'option	_____ \$
Deuxième (2^e) année d'option	_____ \$
Troisième (3^e) année d'option	_____ \$

Tous les paiements sont assujettis à une vérification publique.

Annexe C: Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

1000366829

Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction
CANADA REVENUE AGENCY		Collections and Verification Branch (CVB)
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
N/A	N/A	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail The supplier will allow CRA online access to a database containing U.S. and/or International credit reports; access will be through a website. Where necessary, the supplier will allow CRA access to the databases via fax and/or email. NOTE: there may be multiple suppliers and databases.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

1000366829

Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis



RELIABILITY STATUS

COTE DE FIABILITÉ



CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL



SECRET

SECRET



TOP SECRET

TRÈS SECRET



TOP SECRET- SIGINT

TRÈS SECRET - SIGINT



NATO CONFIDENTIAL

NATO CONFIDENTIEL



NATO SECRET

NATO SECRET



COSMIC TOP SECRET

COSMIC TRÈS SECRET



SITE ACCESS

ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?

Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☐ No ☐ Yes
Non Oui
PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?

Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☐ No ☒ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?

Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes
Non Oui
PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?

Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No ☐ Yes
Non Oui
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?

Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☐ No ☒ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?

Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

1000366829

Security Classification / Classification de sécurité

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC						
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	
							NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC TOP SECRET	COSMIC TRÈS SECRET	A	B				C
Information / Assets Renseignements / Biens	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
IT Media / Support TI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
IT Link / Lien électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Annexe D: Certifications de confidentialité**Confidentialité : lois de l'Agence du revenu du Canada**

AVANT DE SIGNER CE DOCUMENT, L'ENTREPRENEUR DOIT LIRE LES ARTICLES 239 ET 241 DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, ET LES ARTICLES 295 ET 328 DE LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/e-15/>

Je _____, l'entrepreneur, en tant que personne engagée par Sa Majesté la Reine du chef du Canada ou en son nom, atteste avoir lu les articles 239 et 241 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et les articles 295 et 328 de la *Loi sur la taxe d'accise* et comprend que je suis assujetti(e) aux dispositions de ces articles et promet de m'y conformer.

Je recourrai aux services de toutes les personnes dont j'aurai besoin afin d'acquitter mes responsabilités en vertu du présent marché. Si j'engage de telles personnes ou signe des contrats pour retenir leurs services, je verserai leur rémunération et paierai tous les frais connexes. J'engagerai aussi toutes les personnes dont les services doivent être utilisés, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux fins des articles 239 et 241 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et des articles 295 et 328 de la *Loi sur la taxe d'accise*. Je ferai signer à chacune de ces personnes engagées, comme condition préalable de leur collaboration à l'acquittement de mes responsabilités en vertu du présent marché, un document (voir la page 2 de cet appendice) indiquant qu'elle a lu les dispositions des articles 239 et 241 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et des articles 295 et 328 de la *Loi sur la taxe d'accise*, et qu'elle comprend qu'elle est assujettie à ces dispositions. J'enverrai des copies de tous les documents ainsi signés au représentant du commissaire du revenu.

ENTREPRENEUR

Nom de l'entrepreneur (*s'il vous plaît, écrire en lettres moulées*)

Nom du représentant autorisé (*s'il vous plaît, écrire en lettres moulées*)

Titre (*s'il vous plaît, écrire en lettres moulées*)

Signature

Date

Confidentialité : lois de l'Agence du revenu du Canada

AVANT DE SIGNER CE DOCUMENT, L'EMPLOYÉ DE L'ENTREPRENEUR DOIT LIRE LES ARTICLES 239 ET 241 DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/l-3.3/>, ET LES ARTICLES 295 ET 328 DE LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/e-15/>, VOUS POUVEZ ÉGALEMENT LES OBTENIR AUPRÈS DE L'AUTORITÉ CONTRACTANTE.

Entre le commissaire du revenu et _____, l'entrepreneur et _____, l'employé (ou l'expert-conseil ou sous-traitant, etc.).

Je, _____, atteste que je suis un(e) employé(e) de l'entrepreneur et que je l'aide à s'acquitter de ses fonctions en vertu du marché mentionné en titre.

J'atteste que je suis engagé(e) par l'entrepreneur au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux fins de l'article 241 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et de l'article 295 de la *Loi sur la taxe d'accise*, et que je suis réputé(e) être un(e) "fonctionnaire" selon la définition donnée à cette expression dans les dispositions supra.

J'atteste être juridiquement tenu(e) de me conformer à ces dispositions, les avoir lu et comprendre les articles 239 et 241 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et les articles 295 et 328 de la *Loi sur la taxe d'accise* et je promets de m'y conformer.

Je consens à me servir des connaissances et des informations ou de connaissances ou d'informations découlant de ces connaissances ou informations que j'acquerrai pendant la période où j'assisterai l'entrepreneur, et aux fins de l'assister, exclusivement pour seconder ce dernier dans l'exécution des tâches prévues au présent marché et je m'engage formellement à ne jamais utiliser lesdites connaissances et informations dans un autre but. Sans restreindre le caractère général de ce qui précède, je consens à ne pas utiliser les résultats de recherches ni les connaissances et informations faisant l'objet de propriétés intellectuelles dont j'aurais pris connaissance en secondant l'entrepreneur dans l'exécution des tâches prévues au présent marché, que ce soit au cours de mes propres recherches, dans l'exercice de mes fonctions de consultant ou au cours d'autres initiatives scientifiques ou technologiques.

Je m'engage par ailleurs à prendre toutes les mesures sécuritaires nécessaires pour que tout renseignement découlant des recherches ou portant sur les propriétés intellectuelles et les secrets commerciaux, dont j'aurais pris connaissance pendant l'exécution du présent marché, soient protégés en tout temps contre une utilisation par toutes personnes qui n'y seraient pas autorisées en vertu du présent sous-contrat, et par toutes autres personnes, y compris par les employés et les sous-entrepreneurs recrutés par l'entrepreneur lui-même.

ENTREPRENEUR

Inscrivez le nom du représentant de la firme ici

Date

**EMPLOYÉ, EXPERT-
CONSEIL ET SOUS-
TRAITANT**

Inscrivez le nom de l'employé(e)/l'expert-conseil/sous-
traitant ici

Date

Signature

ANNEXE E : MODALITÉS RELATIVES AUX PRODUITS D'INFORMATION EN LIGNE DU CANADA**1. DÉFINITIONS**

Utilisateurs autorisés : Employés du détenteur de la licence (travaillant sur une base permanente, temporaire ou contractuelle) qui sont autorisés à accéder au réseau sécurisé depuis les installations du détenteur de la licence ou d'autres endroits où les utilisateurs autorisés effectuent leur travail pour le détenteur de la licence (y compris, sans toutefois s'y limiter, les bureaux et domiciles des utilisateurs autorisés) et à qui un mot de passe ou une autre forme d'authentification a été fourni par le détenteur de la licence.

Utilisation commerciale : Utilisation aux fins de la récompense pécuniaire (que ce soit par ou pour le détenteur de la licence ou un utilisateur autorisé) au moyen de la vente, de la revente, du prêt, du transfert, de la location ou de toute autre forme d'exploitation du matériel sous licence. Pour éliminer toute ambiguïté, l'utilisation du matériel sous licence par le détenteur de la licence ou par un utilisateur autorisé lors de la recherche, du développement de produits et des activités connexes dans le cours normal des affaires ne constitue pas une utilisation commerciale.

Détenteur de la licence : Le Canada est le détenteur de la licence.

Produits d'information en ligne, aussi appelés « matériel sous licence » : Pour l'application de ces modalités d'octroi de licence, les produits d'information en ligne font référence au matériel sous licence qui est la version électronique du contenu publié par l'entrepreneur.

Réseau sécurisé : Réseau (soit un réseau autonome ou un réseau virtuel sur Internet) auquel seuls les utilisateurs autorisés ont accès.

Serveur : Serveur, soit celui de l'entrepreneur ou celui d'un tiers désigné par l'entrepreneur, sur lequel le matériel sous licence est affiché et accessible.

Frais d'abonnement : Droits de licence pour chaque année de la période du contrat.

Période d'abonnement, aussi appelée « durée » ou « période du contrat » : Période pendant laquelle les produits d'information en ligne sont mis à la disposition des utilisateurs autorisés, tels qu'ils sont indiqués dans le contrat.

2. GESTION DES LICENCES

- a. Le détenteur de la licence reconnaît et convient que la licence d'utilisation des produits d'information en ligne acquise dans le cadre du présent contrat est non exclusive et non transférable, partout dans le monde, et que les utilisateurs autorisés obtiennent l'accès aux produits d'information en ligne par l'intermédiaire d'un réseau sécurisé.
- b. Cette licence entrera en vigueur au début de la période d'abonnement, pour chacun des produits d'information en ligne énoncés dans le contrat, et prendra fin automatiquement au terme de la période d'abonnement, à moins que les parties aient déjà convenu de la renouveler.
- c. L'entrepreneur garantit qu'il a le droit d'accorder au détenteur de la licence tous les droits accordés en vertu de cette licence. L'entrepreneur garantit également qu'il a obtenu tous les consentements nécessaires à cette fin.
- d. Le détenteur de la licence n'est pas lié par toute condition associée à des « clics publicitaires » ou par toute autre condition, explicite ou implicite, indiquée à l'intérieur de l'emballage ou du média ou sur l'emballage ou le média, ni par des conditions qui pourraient accompagner les produits d'information en ligne de quelque manière que ce soit, sans égard à tout avis contraire. Aux fins de précisions supplémentaires, le détenteur de la licence reconnaît que les utilisateurs autorisés peuvent devoir accepter manuellement un « clic publicitaire » afin d'obtenir l'accès aux produits d'information en ligne, comme pratique courante.
- e. Le détenteur de la licence reconnaît que les produits d'information sont la propriété de l'entrepreneur ou de son concédant de licence et que cette propriété n'est pas transférée au détenteur de la licence. Par conséquent, toute référence dans le contrat à toute partie des produits d'information comme un produit

livrable doit être interprétée comme une référence à la licence d'utilisation des produits d'information, et non à la propriété des produits d'information.

3. DROITS D'UTILISATION

Le détenteur de la licence et ses utilisateurs autorisés auront accès aux produits d'information en ligne à partir du serveur, par l'intermédiaire du réseau sécurisé, et ils pourront accéder en ligne aux produits d'information en ligne, tel qu'il est précisé dans le contrat, et ils pourront :

- a. Télécharger, stocker, imprimer, faire des photocopies ou des copies électroniques de documents (ou de parties de documents) dans le but de fournir de tels documents aux contribuables dans le cours normal des activités de l'Agence.
- b. Télécharger, stocker, imprimer, faire des photocopies ou des copies électroniques de documents (ou de parties de documents) aux fins d'inclusion dans les communications de l'Agence, tant à l'interne qu'à l'externe, dans le cours normal des activités de l'Agence.
- c. Télécharger, stocker, imprimer, faire des photocopies ou des copies électroniques de documents (ou de parties de documents) tirés des produits énumérés dans le but de fournir de tels documents au personnel de l'Agence dans le cadre des processus opérationnels et de recherche habituels.
- d. Publier des copies électroniques ou des copies papier de documents (ou de parties de documents) de l'entrepreneur dans des formats conçus pour répondre aux besoins des employés de l'Agence ayant une déficience visuelle ou auditive, ou d'autres déficiences physiques, aux fins d'inclusion dans les communications de l'Agence, tant à l'interne qu'à l'externe.
- e. Fournir des copies en format papier ou électronique d'articles, de chapitres ou d'autres éléments tirés du contenu, lorsque cela est exigé par la loi aux fins d'une procédure judiciaire uniquement.
- f. Fournir des copies imprimées ou électroniques d'articles, de chapitres ou d'autres éléments individuels du contenu à des organismes de réglementation nationaux ou internationaux aux fins ou en prévision des demandes d'approbation réglementaire, de brevet ou de marque de commerce ou à d'autres fins réglementaires relativement aux produits ou aux services du détenteur de la licence.
- g. Si ou lorsque l'abonnement est résilié, continuer d'utiliser le contenu déjà téléchargé ou stocké dans le cadre des processus opérationnels et de recherche habituels du personnel de l'Agence.

Aucun élément dans cette licence ne doit, en aucun cas, exclure ou modifier les droits du détenteur de la licence, ni avoir une incidence sur ceux-ci, aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur* du Canada.

4. UTILISATIONS INTERDITES

- a. Le détenteur de la licence ne doit pas entreprendre les activités suivantes, et il doit faire tous les efforts commerciaux raisonnables afin de prévenir les utilisateurs autorisés de participer aux activités suivantes :
 - i. supprimer ou modifier les noms des auteurs ou les avis de droit d'auteur ou d'autres moyens d'identification de l'entrepreneur ou clauses de non-responsabilité, comme ils figurent dans les produits d'information en ligne;
 - ii. systématiquement faire imprimer ou faire des copies électroniques de divers extraits de matériel sous licence à d'autres fins que celle de faire les copies de sauvegarde autorisées en vertu de la clause 3;
 - iii. à l'exception de ce qui est indiqué à la clause 3, fournir, par voie électronique, à un utilisateur se trouvant dans une autre bibliothèque ou en d'autres lieux, une copie de sauvegarde électronique de toute partie des produits d'information en ligne;
 - iv. charger ou diffuser n'importe quelle partie des produits d'information en ligne sur des réseaux électroniques, y compris, sans s'y limiter, Internet et le World Wide Web, autres que le réseau sécurisé;
 - v. directement ou indirectement utiliser ou aider un tiers à utiliser le contenu à des fins commerciales ou pécuniaires, y compris, sans s'y limiter, la vente, la revente, le prêt, le transfert ou le téléchargement du contenu vers un site Web d'une entité commerciale, ou facturer autrement des frais d'accès, à condition cependant que le recouvrement des coûts directs par le détenteur de la licence auprès des utilisateurs autorisés et l'utilisation du contenu durant les travaux de recherche

financés par une organisation commerciale n'enfreignent pas les dispositions du présent paragraphe.

- b. Une permission écrite explicite de la part de l'entrepreneur doit être obtenue pour :
- utiliser une partie ou la totalité des produits d'information en ligne à des fins commerciales, autres que celles autorisées à la clause 3;
 - diffuser systématiquement une partie ou la totalité des produits d'information en ligne à d'autres personnes que les utilisateurs autorisés;
 - publier, diffuser ou rendre disponibles les produits d'information en ligne, les travaux réalisés à partir des produits d'information en ligne ou les travaux qui combinent ces produits avec tout autre matériel que celui autorisé aux termes de cette licence;
 - changer, abréger, adapter ou modifier les produits d'information en ligne, sauf dans la mesure où cela est nécessaire pour que les utilisateurs autorisés puissent bien les lire sur un écran d'ordinateur, ou pour d'autres raisons autorisées aux termes de cette licence. Pour éliminer toute ambiguïté, aucune altération des mots ou de leur ordre n'est autorisée.

5. ENGAGEMENTS DE L'ÉDITEUR

- a. L'entrepreneur se réserve le droit à tout moment de retirer la totalité ou une partie de tout élément des produits d'information en ligne pour lequel il ne détient plus les droits de publication, ou pour lequel il a des motifs raisonnables de croire qu'il (l'élément) ne respecte pas les droits d'auteur ou qu'il est diffamatoire, obscène, contraire à la loi ou autrement inadmissible. L'entrepreneur doit faire parvenir un avis écrit au détenteur de la licence au moins soixante (60) jours avant de procéder à un tel retrait. Dans l'éventualité où une telle modification ou un tel retrait changerait considérablement l'utilisation du produit par le détenteur de la licence, l'entrepreneur travaillera en collaboration avec le détenteur de la licence afin de parvenir à un arrangement fixé par entente mutuelle concernant le remplacement du contenu, ou il remboursera au détenteur de la licence la partie des frais qui correspond à la quantité de matériel retiré et à la partie non écoulée de la période d'abonnement.
- b. Sauf disposition contraire formellement énoncée dans cette licence, l'entrepreneur ne fait aucune déclaration ni ne donne aucune garantie, explicite ou implicite, y compris, sans s'y limiter, des garanties relatives à la conception, à l'exactitude des renseignements contenus dans les produits d'information en ligne, à la commercialité ou au caractère convenable des produits à une fin donnée. Les produits d'information en ligne sont fournis « tels quels ».
- c. L'entrepreneur confirme au détenteur de la licence qu'il lui fournira les statistiques d'utilisation portant sur l'utilisation des journaux et des bases de données en ligne qui sont inclus dans cette licence conformément à l'énoncé des travaux.

6. ENGAGEMENTS DU DÉTENTEUR DE LA LICENCE

Le détenteur de la licence doit faire des efforts raisonnables pour :

- s'assurer que seuls les utilisateurs autorisés ont accès aux produits d'information en ligne;
- s'assurer que tous les utilisateurs autorisés sont avisés adéquatement de l'importance de respecter les droits de propriété intellectuelle dans le cadre de l'utilisation des produits d'information en ligne, qu'ils sont informés des modalités relatives à cette licence et qu'ils s'engagent à s'y conformer;
- surveiller la conformité, et dès lors qu'il est au courant de toute utilisation non autorisée ou de toute autre violation, informer immédiatement l'entrepreneur et prendre toutes les mesures, y compris des mesures disciplinaires, pour s'assurer que cette activité cesse et pour prévenir toute récurrence;
- fournir des mots de passe ou d'autres renseignements relatifs à l'accès uniquement aux utilisateurs autorisés, et faire des efforts raisonnables pour s'assurer que les utilisateurs autorisés ne divulguent pas leurs mots de passe ou d'autres renseignements relatifs à l'accès à des tiers;
- assurer le maintien de dossiers complets et à jour sur tous les utilisateurs autorisés et les détails relatifs à leur accès, et fournir à l'entrepreneur les renseignements nécessaires relatifs à ces ajouts, suppressions ou autres changements afin de lui permettre de donner aux utilisateurs autorisés l'accès aux produits d'information en ligne comme le prévoit cette licence.

7. ENGAGEMENTS DES DEUX PARTIES

- a. Chaque partie doit s'efforcer du mieux qu'elle peut de protéger la propriété intellectuelle, les renseignements confidentiels et les droits de propriété de l'autre partie.
- b. Les parties ne doivent pas divulguer les modalités ou la raison d'être de cette licence (y compris, sans s'y limiter, la liste des produits d'information en ligne et les données d'utilisation compilées et fournies) ou tout autre renseignement sur les activités de l'autre partie à des tiers sans avoir obtenu le consentement écrit de l'autre partie au préalable. Cette disposition demeurera en vigueur après la résiliation de cette licence, et tout renseignement obtenu ou reçu qui est assujéti à ces restrictions doit demeurer confidentiel, étant entendu que cette obligation ne s'appliquera pas aux renseignements qui, au moment de leur divulgation, font partie du domaine public ou sont publiés à tout moment par un tiers indépendant qui n'a pas obtenu lesdits renseignements directement ou indirectement en violation de toute entente de confidentialité avec l'une ou l'autre des parties aux présentes.